

LES ESSAIS DE PROTECTION INDIVIDUELLE CONTRE LA BAISSÉ DU FRANC

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC POUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le lundi 5 novembre 1928, à 2 heures

PAR

André ROBILLIARD

Président : M. GERMAIN MARTIN, professeur

*Suffragants { MM. ALLIX, professeur
AFTALION, professeur*

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C^{ie} et ancienne Librairie F. Pichon réunies

R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

Librairie du Conseil d'État et de la Société de Législation comparée

20, RUE SOUFFLOT (5^e ARR^t)

—
1928

LES ESSAIS
DE PROTECTION INDIVIDUELLE
CONTRE LA BAISSSE DU FRANC

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LES ESSAIS DE PROTECTION INDIVIDUELLE CONTRE LA BAISSE DU FRANC

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC POUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le lundi 5 novembre 1928, à 2 heures

PAR

André ROBILLIARD

Président : M. GERMAIN MARTIN, *professeur*
Suffragants { MM. ALLIX, *professeur*
AFTALION, *professeur*

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C^{ie} et ancienne Librairie F. Pichon réunies

R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

Librairie du Conseil d'État et de la Société de Législation comparée

20, RUE SOUFFLOT (5^e ARR^t)

—
1928



A MA MÈRE

DES ESSAIS DE PROTECTION INDIVIDUELLE

CONTRE LA BAISSSE DU FRANC

Le titre même de ce travail va susciter le reproche assez fondé, qu'il ne semble plus d'actualité. Nous regrettons que certaines circonstances ne nous aient pas permis de terminer de suite cette étude commencée au début de l'année 1926.

Le sujet nous avait paru présenter un certain intérêt, alors que la dévalorisation accélérée de notre monnaie posait pour tous les créanciers, un problème angoissant : celui de ne pas être à peu près dépouillé par leur débiteur.

L'année 1926 a été marquée par une crise de confiance telle que les divers palliatifs imaginés n'ont pu arrêter la chute du franc. Le décret du 21 mai 1926, rendu en pleine crise des changes, instituait un Comité d'Experts, ayant pour mission de préconiser les mesures propres à obtenir l'assainissement financier. Ce rapport fut remis aux pouvoirs le 3 juillet suivant.

Un Ministère d'Union Nationale sous la Présidence de M. Raymond Poincaré, fut alors constitué. La confiance qu'il inspira au pays permit la revalorisation rapide de la monnaie et sa stabilisation de fait à 124 fr. 02.

La chute du franc s'était accélérée de telle façon que les droits contractuels, devant la carence presque cons-

tante des pouvoirs publics et plus encore devant la série de mesures prises par nos Tribunaux et nos Cours, durent être sauvegardés par les particuliers. La rupture d'équilibre dans les contrats permettait aux débiteurs de s'enrichir aux dépens de leurs créanciers; aussi ceux-ci ont-ils recherché les moyens de se protéger.

« Le problème est complexe », comme l'a souligné M. Germain Martin, lors d'une session de la Semaine de la Monnaie de 1927 qu'il présidait, « en raison même de ce fait que les Tribunaux sont allés au delà de l'interprétation de la loi; car il y a cette réalité que les décisions de la jurisprudence, soit des Tribunaux, soit des Cours, interprètent le fait du principe plutôt que le texte de nos lois ».

Aussi avons-nous été tout d'abord amenés à fixer la doctrine monétaire. Il y a peu de textes, et presque toute la question se ramène à l'impérativité ou la non impérativité de la loi du cours forcé.

Dans un sentiment d'équité, le législateur cherchera à intervenir pour protéger l'individu lui-même. La théorie indemnitaire de l'imprévision, élaborée par la jurisprudence administrative, a ouvert la voie aux civilistes.

Après un aperçu de cette nouvelle tendance, nous avons abordé notre sujet même, en étudiant les clauses qui sont le plus couramment employées.

La clause « payable en or » a suscité les controverses les plus vives. Les Tribunaux n'ont pas voulu créer de différence entre le franc-or et le franc-papier. De même, et conséquemment, n'ont-ils pas admis la légalité de la clause « paiements en monnaies étrangères » dans les

transactions intérieures. Ils ne l'ont admise que pour les règlements d'opérations dont le caractère international ne pouvait être mis en doute.

Les décisions de la jurisprudence sur l'emploi des deux clauses sus-mentionnées ont incité l'individu à user de la clause « payable en marchandises » dont la légalité au point de vue doctrinal, ne semble pas discutée, les marchandises ne pouvant être considérées comme une monnaie. La jurisprudence, sauf dans quelques cas, a accepté la validité de cette clause.

Certains individus ont poussé plus loin le souci de se protéger contre les conséquences de ce déséquilibre monétaire sur les prix et se sont servi de la clause « Indice-Vie ». Les Tribunaux ne semblent pas en avoir admis l'usage.

Enfin, il nous a paru intéressant de présenter quelques solutions dans des cas bien déterminés.

PREMIÈRE PARTIE

IMPÉRATIVITÉ DE LA LOI DU COURS FORCÉ

La loi du 5 août 1914 stipule dans son art. 3 : « Jusqu'à ce qu'il en soit disposé autrement par une loi, la Banque de France et la Banque d'Algérie sont dispensées de rembourser leurs billets en espèces. » .

En présence du cours forcé la dépréciation du billet peut atteindre des proportions graves et elle peut s'exprimer soit par la prime de l'Or, soit par le rapport des monnaies entre elles.

Le cours forcé porte en lui-même les germes de la maladie inflationniste ; l'impossibilité pour le porteur de retirer de la Banque la couverture du billet incite l'Etat besogneux à émettre du papier dont l'augmentation dans la circulation tend à sa dévalorisation.

La loi du cours forcé est-elle une loi d'ordre public ?

La question est tellement controversée qu'il nous faut chercher le critérium à l'aide duquel il sera possible de reconnaître les lois d'ordre public.

D'après Aubry et Rau il n'y en aurait point et dans la quatrième édition de leur ouvrage : t. I, p. 117, ils déclarent : « Ni la législation ni la doctrine ne fournissent de critérium à l'aide duquel on puisse déterminer d'une

manière certaine quelles sont les lois qui doivent être considérées comme intéressant l'ordre public. »

Mourlon disait que « ces choses se sentent plus qu'on ne les définit » (1):

Pour M. de Vareilles Sommières ce n'est pas l'ordre public qu'il est impossible de définir. « L'ordre public c'est le bien commun, c'est-à-dire, de tous. Ce qui est impossible, c'est d'indiquer les lois d'ordre public envisagées comme un groupe à part et c'est aussi d'indiquer les lois qui ne seraient pas d'ordre public » (2). Ce que certains auteurs présentent comme une dérogation aux lois, ajoute-t-il, c'est le fait que « les particuliers en expliquant clairement et complètement leur volonté dans le contrat, en prévoyant et en réglant eux-mêmes les conséquences de l'acte ne laissent aux lois interprétatives et aux lois supplétives l'occasion de s'appliquer ».

Toutefois, la plupart des auteurs font une distinction et admettent que ce caractère d'ordre public peut être donné aux lois où dominant des préoccupations générales intéressant la société collectivement. Il est hors de doute que les lois qui constituent le droit public, c'est-à-dire, l'état politique du pays ont ce caractère. Tiennent aussi de ce caractère les lois fiscales ainsi que de nombreux textes de droit privé où domine cette préoccupation d'intérêt général.

De la solution de ce problème, dépend en grande par-

(1) *Répertoire écrit sur le Code Napoléon*, t. I, p. 62.

(2) DE VAREILLES SOMMIÈRES, *Les lois d'ordre public et la dérogation aux lois*. Paris, 1899.

tie la solution de la légalité de toutes les conventions que l'esprit subtil des contractants a inventé.

Est-il permis aux individus de choisir la monnaie qu'ils entendent et à tout le moins de fixer le paiement en monnaie légale en tenant compte de sa dévalorisation, soit par rapport à l'or, soit par rapport aux marchandises ?

I. — Etude de la question au point de vue doctrinal.

La plupart des auteurs qui ont étudié la question ont d'abord cherché à dégager des textes mêmes le statut juridique de la monnaie.

Ils le dégagent de trois textes : l'art. 1895 du Code civil, l'art. 475 du Code pénal et l'art. 143 du Code de commerce.

Pour M. Nogaro (1), l'art. 1895 du Code civil, stipulant que l'emprunteur n'est tenu de restituer en espèces ayant cours au jour du remboursement que la somme portée au contrat, déroge au principe général posé par l'art. 1902 du Code civil d'après lequel l'emprunteur doit restituer les choses prêtées en quantité et qualité.

Les rédacteurs du Code avaient suivi la tendance prédominante des finances publiques royales savoir que la monnaie était le signe public de la valeur qui y était attachée par le souverain. La Trésorerie sous l'ancien régime a été alimentée en partie dans les moments difficiles par les bénéfices tirés par les rois des frappes de monnaie à

(1) Voir *Revue Trimestrielle Droit civil*, 1925, n° 1.

des titres de plus en plus bas. M. Skaff (1) a longuement étudié ces mutations monétaires sous la monarchie française.

Nous trouvons déjà à ce moment, de nombreux écrits sur ce problème et Pothier disait : « Il suit de ce principe que ce ne sont point les pièces de monnaie, mais seulement la valeur qu'elles signifient qui fait la matière du prêt, ainsi que des autres contrats. C'est donc la valeur signifiée par les pièces de monnaie plutôt que les pièces mêmes, qui n'en sont que le signe, que l'emprunteur emprunte et par conséquent c'est cette valeur qu'il s'oblige de rendre, et en rendant cette même valeur il satisfait à son obligation quoique le prince ait apporté du changement dans les signes qui la représentent » (2). Pothier se refusait à distinguer la monnaie de contrat et la monnaie de paiement.

Les rédacteurs du Code ont voulu garder à l'Etat ce droit régalien ; il avait fortement aidé le pouvoir central en temps de crises et c'était à la suite d'une période de crises qu'il était rédigé.

A cette époque déjà les individus essaient de se prémunir contre la baisse arbitraire des monnaies et au xvi^e siècle la question de l'impérativité absolue des lois monétaires se pose dans toute son ampleur.

Dumoulins répondait aux partisans de l'interprétation de la volonté des parties qu' « entre sujets d'un même

(1) *La dépréciation monétaire, ses effets en droit privé*. Thèse Paris, 1925.

(2) POTHIER, *Du prêt de consommation*, n° 36.

prince ou république, n'est ni recevable ni admissible le débat de la mutation d'aloy qui consiste en la détermination du supérieur ou ordonnance politique à laquelle il faut obéir » (1). Il donnait ainsi au régime monétaire royal le caractère d'ordre public.

Le problème monétaire s'est posé à peu près à toutes les époques de notre histoire avec particulièrement d'acuité sous la Révolution française où la monnaie nouvelle remplaça la monnaie ancienne entièrement dévalorisée, en 1848 où la dictature parvient à effectuer le rétablissement sans trop de heurts et en 1870 où le pays enrichi put faire face par lui-même aux difficultés de Trésorerie.

Le cours forcé instauré par la loi du 12 août 1870 avait posé au point de vue doctrinal le problème tel qu'il se présente devant nous actuellement. La question de l'impérativité du cours forcé et de ses conséquences sur le contrat de prêt était très controversée.

En face de Pont (Commentaires, *Revue des petits contrats*, t. I, n° 205 à 210) se dresse Huc qui déclare que « les paiements doivent avoir pour base la valeur nominale des espèces au moment où ils sont effectués, quand même la valeur légale des monnaies aurait changé entre le jour de la naissance de l'obligation et celui du paiement » (2).

Dans le même sens Guillouard dans ses traités du prêt, du dépôt et du séquestre Livre III, p. 94.

M. Nogaro est partisan de l'impérativité absolue et sui-

(1) DUMOULIN, *Sommaire des contrats, usures et rentes*, n° 293.

(2) HUC, *Commentaires du Code civil*, t. VIII, p. 62, n° 40.

vant sa propre formule l'art. 1895 viendrait consacrer le « nominalisme » contre le « métallisme ».

Certains auteurs, entre autres M. James (1), ne reconnaissent pas ce caractère à l'art. 1895 ; pour eux il n'est qu'interprétatif de la volonté des parties et ne doit pas s'appliquer en cas de disposition contraire. M. James appuie son opinion sur ce fait que « cet article formule une exception au principe général posé dans l'art. 1902 et qu'étant une disposition exceptionnelle il doit être interprété restrictivement ».

M. James passe sur un autre argument qu'a développé M. Havy (2). On peut soutenir que les mutations monétaires qu'a en vue cet article ne s'appliqueraient qu'aux espèces métalliques. La rédaction de l'article porte bien : prêt en argent. La jurisprudence n'a pas voulu s'y attarder.

Mais si nous admettons que l'article 1895 du Code civil n'a pas le caractère d'ordre public, et permet ainsi aux particuliers de stipuler un mode d'extinction d'obligation à leur libre volonté, que devient l'art. 473 du Code pénal « qui punit ceux qui auraient refusé les espèces et monnaies nationales non fausses ni altérées, selon la valeur pour laquelle elles ont cours ». Dans le cas d'un contrat stipulé en francs-or, le créancier pourra-t-il réclamer la prime résultant de l'agio entre le cours du franc-or et le cours du franc-papier. Il nous semble dans ce cas que si le contrat porte bien les mots : « franc-or » on

(1) JAMES. Thèse Paris, 1924.

(2) *Le contrat de prêt et la baisse du franc*. Thèse Paris, 1924.

peut en déduire que les parties avaient l'intention de fixer un règlement en francs d'une valeur légale telle qu'elle a été fixée par la loi du 11 germinal an XI.

Pour M. Nogaro, du moment qu'une monnaie a cours dans notre pays « cela signifie qu'elle a cours légal et le cours légal implique une valeur déterminée par la loi, celle qui correspond au nombre d'unités monétaires mentionnés sur cette monnaie ».

Ainsi est créé, la fiction « franc-or égale franc-papier » contre laquelle s'élève M. James qui croit que « même en droit le franc a cessé d'être une monnaie d'or du fait du cours forcé ».

Pour que l'assimilation entre le franc-papier et le franc-or existât, il faudrait que la législation l'ait expressément formulée comme dans le décret du 28 septembre 1790, lequel stipulait que « en exécution des décrets des 16-17 avril 1790 (qui donnait cours légal aux assignats) toutes sommes stipulées par acte « payables en espèces » pourront être payées en assignats ou promesses d'assignats nonobstant toutes clauses ou dispositions à ce contraires ».

Or, aucune loi depuis 1914 n'étant venue donner cours légal à un franc autre que celui défini à 0 gr. 32 d'or fin le cours légal est donc celui du franc d'avant-guerre que le cours forcé a rendu inconvertible.

M. James en déduit que notre statut monétaire a été modifié, « le franc a changé de nature et n'est plus une monnaie or ».

M. Labbé s'élève aussi contre cette opinion que les particuliers sont obligés de recevoir non seulement en paie-

ment le papier de crédit que le législateur leur impose, mais encore de le recevoir pour la valeur fixée par celui-ci et « d'accepter ces papiers comme équivalents à la somme de monnaie métallique, dont ils portent le titre. Une opinion fait une distinction ; le législateur fixe souverainement ce qui est monnaie, ce qui circulera comme monnaie ; les parties déterminent souverainement le montant de leurs obligations et peuvent en faire varier l'étendue selon l'espèce de monnaie qui sera employée à leur paiement » (1).

Les partisans de l'autonomie de la volonté ont tiré argument de l'art. 143 du Code de commerce ainsi rédigé : « La lettre de change doit être payée dans la monnaie qu'elle indique ».

Il en résulterait donc une dérogation au principe de l'impérativité de l'art. 1895 du Code civil tel que certains auteurs veulent le comprendre.

Les clauses de paiement en monnaies étrangères seraient donc licites.

Il semble qu'à peu près tous les auteurs admettent leur validité au point de vue juridique Th. Huc. *Commentaires du Droit civil*, t. VIII, n° 41 ; Baudry-Lacantinerie, t. II, n° 10 ; M. Niboyer, *Revue droit international privé*, 1925, n° 2 ; M. P. Raoul Duval, *Thèse Paris*, 1923 ; M. Skaff, *Thèse Paris*, 1924.

C'est qu'en effet « La monnaie est une marchandise qui peut toujours faire l'objet d'une promesse licite » (2).

(1) LABBÉ, Note Arrêt Cour de cassation. Sirey, 1873. 1. 97.

(2) PLANIOL, *Traité de Droit civil*, t. II, 6^e édit.

En effet, la monnaie n'est qu'une marchandise reconnue et acceptée par les individus comme telle en considération des avantages qu'elle procure pour la facilité de la circulation des autres marchandises. Elle est choisie comme commune mesure d'échange eu égard à certains caractères qui sont variables avec les groupes d'individus. A mesure que l'économie devient plus complexe, ceux-ci cherchent une marchandise qui présente des caractères tels qu'ils s'imposent à tous : ce furent les métaux précieux qui furent choisis ; mais l'or et l'argent ne sont que des marchandises : c'est une marchandise monnaie de par le libre choix des hommes.

M. Nogaro dans son ouvrage de la monnaie et des phénomènes monétaires contemporains considère lui aussi la monnaie comme une marchandise, mais l'unité monétaire, d'après lui, se détache petit à petit d'une quantité déterminée d'une marchandise déterminée. L'individu qui reçoit de la monnaie ne l'accepte pas parce qu'elle est la représentation d'une certaine quantité de marchandises, il la reçoit comme signe de pouvoir d'achat.

« La notion de monnaie se distingue de celle de marchandise en ce que la monnaie étant acceptée uniquement en vue d'être échangée ultérieurement il n'est pas indispensable qu'elle corresponde à un besoin ou à une série de besoins déterminés, en quoi le concept de monnaie s'oppose au concept usuel de marchandise et d'où l'on peut déjà inférer que l'instrument d'échange pourrait n'être pas toujours une marchandise » (1).

(1) M. NOGARO, *La monnaie et les phénomènes monétaires contemporains*. Paris, 1924, p. 227.

Mais M. Nogaro ne semble pas dans la *Revue de Droit civil* prendre partie au point de vue juridique. Il se fonde sur l'intérêt général pour ne pas reconnaître la validité des clauses de paiement en monnaies étrangères entre Français.

La jurisprudence elle-même s'est demandée parfois si l'obligation de fournir des monnaies étrangères est une véritable obligation de faire.

Elle semble l'admettre dans les cas où le paiement a été convenu en monnaies effectives et en décidant qu'à défaut de stipulations contraires la loi du règlement en monnaie ayant cours au lieu du paiement doit être écartée (Olivier et Cie c. Chalaud. *Gazette du Palais*, 22. 2. 483).

Mais, comme nous serons amenés à le voir les juges ont fait une distinction dans les clauses de paiement en monnaies étrangères et ont considéré d'un côté les règlements intérieurs et de l'autre les règlements internationaux.

Si cette discussion ne peut trouver place ici, nous tenons toutefois à faire état dès maintenant des critiques de M. Niboyer qui s'est élevé contre cette classification. « Le cours forcé serait, pour reprendre une expression bien mauvaise, d'ordre public international » (1) et il reprend dans le même article : « l'idée de deux ordres publics est une de celle que nous ne pouvons adopter ; l'ordre public est homogène dans chaque pays. Une chose

(1) *Revue de Droit International privé* (Revue Darras), 1925, n° 2, p. 467.

est ou n'est pas d'ordre public, toute intermittence de l'ordre public est inadmissible ».

Pour M. Wahl les lois de cours forcé ne présentent qu'un caractère territorial : « Elles n'ont pas la prétention déraisonnable de s'appliquer en dehors du pays où elles sont édictées » (1).

Mais qu'advient-il si le créancier est Français et le débiteur étranger ? Ce dernier se prévalant de l'impérativité de la loi, pourra-t-il forcer le créancier à accepter des billets de Banque ?

La jurisprudence qui semble bien fixée maintenant considère avant tout si l'ordre public est en jeu. Le cours forcé ne s'appliquerait qu'aux conventions passées en France et s'appliquant à des règlements intérieurs.

De cette discussion il est bien difficile de dégager les grandes lignes de notre droit monétaire. Les textes sont peu nombreux et le législateur semble n'avoir pas senti les innombrables problèmes qu'allait soulever l'application du cours forcé. En 1914 il a voté une loi de salut public. Il n'avait pas pensé que la dévalorisation de la monnaie aurait créé le problème du franc.

Quelques textes de lois ont bien été préparés ; M. de Lasteyrie avait même déposé en 1924 un projet de loi dont l'article unique était ainsi conçu : « Tout contrat exécutoire en France et contenant obligation pour un contractant français de s'acquitter d'une dette en une monnaie autre que la monnaie légale, est réputé nul et de nul effet ».

(1) WAHL, *Le droit civil et commercial de la guerre*, t. II, p. 75.

« Est nulle toute clause d'un contrat qui fait état, pour le calcul d'une somme payable en monnaie légale, des variations pouvant affecter la valeur de ladite monnaie, eu égard au cours des devises étrangères. Toutefois la nullité de cette clause n'entraîne pas celle de la convention.

Les dispositions de la présente loi ne sont pas applicables aux contrats relatifs aux transports maritimes internationaux ou à des marchandises dont la valeur est, à raison de leur origine étrangère, déterminée en devises étrangères ou en monnaie légale, d'après les cours du change ».

L'adoption du projet Lasteyrie aurait réglé doctrinalement la question de la clause « payable en or » comme l'avait réglée à l'époque des assignats, le décret du 18 septembre 1790.

La fiction « franc égale franc » aurait été établie.

II. — Etude de la question au point de vue économique.

Ce partage d'opinion sur les quelques textes que nous venons de parcourir rapidement nous amène, pour serrer de plus près le caractère de la loi monétaire qui nous régit actuellement, à étudier les répercussions économiques résultant de l'impérativité du cours forcé ou du libre jeu de la volonté.

Nous retrouverons dans cette étude une division aussi marquée que dans la précédente avec cette particularité

que partisans et adversaires sont d'accord sur certains phénomènes, mais les uns les trouvent sans conséquence, les autres désastreux au point de vue intérêt général.

Avant d'étudier les arguments économiques proprement dits, nous ne pouvons passer sous silence les raisons sentimentales qui ont été mises en avant pour interdire aux individus toute convention leur permettant d'échapper à la dévalorisation de la monnaie.

La disparition de l'égalité entre le franc-papier et le franc-or ne saurait être tolérée par les Français. On ne veut pas voir consacrer par l'individu ce que la vie journalière lui fait constater. Il y a une question d'orgueil national et l'on accuse les auteurs de l'autonomie de la volonté d'antipatriotisme et d'immoralité.

M. Demogue s'est élevé très violemment contre certains notaires qui avaient inséré dans leurs actes des clauses qui selon ses propres termes : « seraient une affirmation expresse de cette dépréciation et qui par là même tendraient à l'accroître » (1).

Un attendu d'un jugement du Tribunal civil de la Seine du 17 mars 1919 est ainsi rédigé : « Attendu que l'on peut être en droit de s'étonner de l'insertion d'une clause de cette nature dans un acte reçu par un officier ministériel » (2).

Ces arguments d'ordre psychologique ont eu tendance à disparaître de plus en plus avec l'accélération de la dévalorisation de la monnaie. N'est-il pas difficile et peut-

(1) *Journal des notaires*, 1923.

(2) DARIUS, *Gazette des Tribunaux*, 27 novembre 1919.

être immoral d'exiger de tous les Français qu'ils fassent à chaque contrat acte de patriotisme en s'interdisant toute clause leur assurant une certaine sécurité.

M. Jèze déclare que s'il y a une question de moralité, elle doit être résolue tout autrement que le jugeait le Tribunal de la Seine en 1919. « Les coupables ne sont pas les individus prévoyants qui cherchent à sauver leur fortune, leur épargne et à se mettre à l'abri des folies financières et de l'ignorance des gouvernements » (1).

M. Mestre a émis des observations très justes à ce sujet : « à quoi sert de fermer les yeux à l'évidence, de méconnaître les vérités économiques qui s'imposent à nous malgré nous ? Et ne vaut-il pas mieux, les exigences d'ordre public étant sauvées, accepter la solution franche destinée à donner satisfaction aux besoins les plus impérieux du commerce notamment au point de vue de la stabilité dans les échanges » (2) ?

Le gouvernement lui-même n'a pas voulu s'attarder à ces raisons, quand pour faire appel au Crédit public il a autorisé par la loi du 27 juin 1925 l'émission d'un emprunt avec garantie de change.

Les arguments d'ordre économique sont autrement graves. M. Nogaro en a donné dans l'article de la *Revue Trimestrielle de Droit civil* déjà cité, un certain nombre.

Le principal à son avis, car il est la source de beaucoup d'autres, est qu'en autorisant à côté de la monnaie légale

(1) JÈZE, *Progrès Civique*, 12 août 1925, p. 12.

(2) MESTRE, *Note Sirey*, 1923. 2. 121.

une autre monnaie on créerait « un agio en faveur des espèces métalliques tendant à faire disparaître celles-ci ». Mais c'est là, ajoute-t-il, « un bien pour un moindre mal et même un bien pour un mal, car, réciproquement, leur disparition empêche l'agio intérieur de se manifester ».

La conséquence de l'étouffement de cet agio serait, d'après M. Nogaro de rendre moins tangible au public la dépréciation de sa monnaie et de réfreiner la hausse des prix.

La loi du cours forcé a pour principal but de protéger l'encaisse métallique de la Banque de France. Il paraîtrait donc souhaitable de permettre à celle-ci de retirer le métal du cycle de la circulation monétaire.

Actuellement la foi dans le caractère indispensable de l'or n'est plus aussi vivace qu'elle l'était avant-guerre. Le papier est inconvertible et la puissance de convertibilité ne tient plus dans l'esprit du public son rôle d'autrefois.

Au début de l'année 1926 une campagne a été menée pour faire servir l'encaisse métallique de la Banque de France aux fins d'une campagne de change.

Des esprits avertis ont même pensé que l'étalon d'or tel qu'il avait été pratiqué avant 1914 ne pourrait plus répondre aux économies bouleversées que la guerre avait laissées dans les pays de l'Europe continentale et qu'il fallait essayer de trouver un nouveau système. Un découragement assez profond s'emparait à juste titre des financiers de ce pays quand il considérait que 44 0/0 du stock mondial d'or se trouvait aux Etats-Unis.

L'Angleterre a réagi la première ; elle y était forcée par

l'essence même de son économie et le 28 avril 1925 elle rétablissait l'étalon d'or. L'Allemagne qui avait voulu tenter une expérience avec le Rentenmark s'est vu forcer par les Etats-Unis à revenir à une monnaie or.

Nous-mêmes, nous nous apercevons qu'une monnaie instable est la ruine des éléments sains du pays et nous cherchons à stabiliser notre monnaie. Dans la déclaration ministérielle du 29 juin 1926 est exprimée la volonté du gouvernement « d'opposer à la chute du franc la barrière d'une convertibilité raisonnable. » La valeur du Billet de Banque réside dans la promesse de son remboursement à vue en espèces. Mais sa valeur intrinsèque dépend de la balance de l'actif et du passif de la Banque. L'actif est composé de l'encaisse-or, des disponibilités à l'étranger, du portefeuille et des avances aux particuliers ; le passif des billets en circulation et des dépôts des particuliers. D'autre part, la Banque est en compte avec le Trésor, cette créance peut être considérée comme plus ou moins saine, suivant les facilités ou les difficultés de Trésorerie de l'Etat. L'élément crédit doit donc être pris en considération dans la fixation de la valeur du franc.

Mais c'est l'encaisse, gage du billet, qui influe le plus sur sa valeur. Aussi l'Etat cherchera-t-il non seulement à la défendre, mais aussi à l'augmenter.

M. Labbé écrivait : « Il (le législateur), a voulu non pas certes substituer entièrement le papier à la monnaie métallique dans les paiements mais au contraire empêcher la monnaie métallique de disparaître complètement, la maintenir ou la ramener sur le marché et dans les rela-

tions privées, à des conditions pratiquement acceptables » (1).

La disparition de l'or, conséquence de la loi de Gresham, est un mal, mais M. Nogaro prétend que c'est un mal auquel on ne peut se soustraire.

Une des premières conséquences serait de diminuer la confiance du Français dans sa monnaie. Nous en sommes malheureusement au point où nous nous rendons très nettement compte de la dévalorisation du franc. La physiologie de la Bourse depuis 1924 à 1927 est un fidèle reflet des tendances actuelles des épargnants. Elle montre l'engouement du public pour les valeurs internationales et au contraire son indifférence pour les titres nationaux et particulièrement pour ceux à revenu fixe. La crise est si violente que les villes et les départements qui veulent emprunter sont obligés de faire des conditions telles qu'on se demande comment leurs budgets vont pouvoir supporter les charges nécessaires au service et à l'amortissement de ces emprunts.

Une société vient même de trouver une nouvelle et curieuse formule en offrant au public des bons à intérêt fixe et à participation sur la marche de l'entreprise en assurant un pourcentage sur le chiffre d'affaires. Le Bon de la Société Citroën est un indice des temps.

M. James écrit au sujet de l'emploi de la clause « payable en or » qu'elle n'est « que le *résultat* de la méfiance

(1) LABBÉ, Note à la suite de l'arrêt de la Cour de cassation. Chambre civile du 11 février 1873. Sirey, 1873. 1. 97.

qu'inspire le franc. Elle ne la provoque pas. Elle est une des formes de la fuite devant le franc » (1).

M. Nogaro craint que cette méfiance envers la monnaie intérieure n'accélère sa dépréciation et n'ait pour conséquence une hausse moyenne des prix. En effet, dit-il, « lorsque la dépréciation du papier inconvertible ne se manifeste que par la perte au change, elle ne réagit sur l'ensemble des prix que par l'action matérielle de la hausse subie par les marchandises importées ou exportées ; la hausse moyenne des prix ou autrement dit la spéculation intérieure de la monnaie est donc inférieure à la prime de l'or ; au contraire lorsque dans le commerce intérieur, les prix sont fixés en or ou en une monnaie intérieure au pair de l'or, tous les prix se relèvent automatiquement en proportion de la perte au change ».

M. Nogaro a donné dans son ouvrage sur la Monnaie, un aperçu de la formation des prix. Il ne s'y montre pas partisan convaincu de la théorie quantitative d'après laquelle les prix oscillent suivant la loi de l'offre et de la demande de la monnaie, la quantité de marchandises restant constante. Il s'appuie sur d'assez nombreux exemples. « En France dans la période qui s'étend de novembre 1918 à novembre 1919 l'accroissement rapide de la monnaie fiduciaire coïncide avec un arrêt dans la hausse des prix » (2). Au Japon, alors que la circulation fiduciaire atteignait l'indice 103,8 à la fin de 1921, la baisse des prix commençait en janvier 1920 et tombait de l'in-

(1) M. JAMES. Thèse Paris, 1924.

(2) M. NOGARO, *La monnaie et les phénomènes monétaires contemporains*. Giard, 1924.

dice 111 atteint à cette date à l'indice 72,6 en décembre 1921.

M. Aftalion, adversaire plus déterminé de la théorie quantitative dresse un certain nombre de « mouvements cycliques des prix contraires à l'influence attribuée aux quantités de monnaies ».

Il en tire cette conclusion qu'il y a un autre facteur qui agit sur le mouvement des prix et c'est l'utilité finale des marchandises. « Si le prix dépend à la fois des fluctuations dans le besoin de monnaie ainsi que de celles de l'utilité finale des marchandises et si les oscillations cycliques des prix ont une orientation contraire à celle que leur imprime le facteur monétaire, on doit nécessairement admettre, aussi loin que si le fait était établi par une véritable expérience, que ces oscillations obéissent à des variations de l'utilité finale des marchandises » (1).

Il retrouve M. Nogaro quand il expose que le mécanisme de l'inflation dérive de la hausse des prix. En effet si à certaines périodes de prospérité le besoin de monnaie se fait sentir, c'est que « la prospérité engendre la prospérité » ; les banques retirent une partie de la monnaie en circulation pour la prêter aux industriels qui sont tentés par suite de la hausse à accroître leur production. La monnaie se raréfie ; il faut élever le taux d'escompte pour attirer celle qui n'a pas encore été employée.

Le taux de l'escompte est en quelque sorte le régulateur de la production dans les divers pays. Les capitaux étrangers sont attirés, il s'en suit un accroissement des moyens

(1) AFTALION, *Les crises périodiques de surproduction*, t. II, p. 313.

de production qui vont permettre d'accroître la quantité de marchandises à un point tel que son utilité finale va décroître.

Pour ces économistes le prix est fonction non pas principalement de la quantité de monnaie en circulation, mais surtout de l'utilité finale des marchandises.

M. Jules Decamps nous montre que la production est accélérée par l'augmentation des disponibilités monétaires : « Les nationaux du pays dans lequel se répand le numéraire se trouvent avoir entre les mains un capital qui par lui-même ne produit rien, mais qui peut être employé fructueusement car il est toujours l'objet d'une demande. Les producteurs recherchent les possesseurs de numéraire et ces derniers sont généralement disposés à échanger leurs richesses improductives contre des marchandises ou des valeurs de placement » (1).

La hausse des prix, ajoute-t-il, est l'indice d'une diminution de la valeur de la monnaie. Cette hausse stimule les importations jusqu'à ce que « la dépréciation extérieure de la monnaie, mesurée par la baisse du change ait rejoint la dépréciation intérieure. La prime disparaît ; l'agio commence alors à devenir un frein aux importations et à l'accroissement des engagements extérieurs. Mais de même que la prime à l'importation ne joue que jusqu'au moment où la dépréciation intérieure a été rejointe par la hausse de l'agio, de même la prime à l'exportation ne joue que lorsque l'agio est supérieur à la dépréciation extérieure ».

Les pouvoirs d'achat intérieur et extérieur de la mon-

(1) Jules DECAMPS, *Le change étranger*, p. 123. Paris Alcan, 1922.

naie agissent aussi l'un sur l'autre, tendant à se corriger mutuellement, mais ce mécanisme, s'empresse de déclarer M. Decamps, ne fonctionne jamais avec une absolue régularité et en fait la dépréciation du papier-monnaie et la baisse du change ne suivent pas une marche parallèle. La spéculation, les excès d'émission, la confiance sont autant d'éléments qui agissent plus ou moins différemment sur leur marche.

M. Nogaro voit aussi entre eux des relations, mais, dit-il, ce sont « à l'époque contemporaine des phénomènes essentiellement distincts car ils se manifestent et se mesurent par des constatations de faits différents : cours du change d'une part, variation moyenne des prix intérieurs d'autre part » (1).

Un décalage peut donc se créer et existait en 1926 en faveur du franc intérieur.

M. Decamps dans une communication du 5 mai 1926 à la Société d'Economie politique, disait qu'en mars 1926 la valeur du franc par rapport aux prix de gros intérieurs correspondait à un peu plus de 22 centimes, par rapport aux prix de détail à 30 centimes ; par rapport au dollar à un peu plus de 18 centimes, en tenant compte, en ce qui concerne les prix de la diminution générale du pouvoir d'achat de l'or.

M. Robert Wolff dans un article paru dans *l'Information* et intitulé « La lettre de M. John Maynard Keynes » constatait une disparité aussi marquée : « Si l'on rétablis-

(1) NOGARO, *La monnaie et les phénomènes monétaires contemporains*, p. 178.

sait le cours théorique de la Livre sterling d'après la parité des pouvoirs d'achat sur la base des indices de fin novembre (1925) on trouverait, en fonction de l'indice général des prix de gros (604 0/0 par rapport à 1913) le cours théorique de 98 fr. 91 pour la Livre Sterling ; si l'on refaisait les mêmes calculs pour les prix de détail (444 0/0 par rapport à juillet 1914) on trouverait un cours théorique de 64 fr. 75 pour la Livre Sterling ».

La même observation a été faite en Allemagne en décembre 1919 par M. Billaudot (1).

Il est donc exact que les prix intérieurs en 1926 ne sont pas à la parité avec les prix or mondiaux.

Une première explication surgit de suite, à l'esprit ; elle résiderait dans le déséquilibre entre les disponibilités et les besoins. La circulation est-elle suffisante pour répondre aux besoins de paiement. M. Robert Wolff dans l'article cité montre que cette circulation est suffisante : « La circulation d'avant-guerre comprenait, d'après certaines estimations, environ 4 milliards or, la circulation globale était donc d'environ 10 milliards. Il est facile de constater, que si l'on cherche à établir *la constance de la circulation* de ces dernières années c'est-à-dire, le quotient de la circulation par le nombre indice des prix de détail, on trouve que ce chiffre reste compris depuis cinq ans entre 10 et 12 milliards d'avant-guerre ».

Pour lui l'explication est non pas seulement dans « la dépréciation des changes au-dessous des niveaux que

(1) BILLAUDOT, *La politique monétaire de l'Allemagne depuis la fin de la guerre*. Thèse Paris, 1926.

comporte la situation commerciale » mais en outre dans ce fait que nous sommes un pays « self-producer » et que nous ne sommes pas obligés d'avoir recours à l'étranger pour des denrées de grande consommation.

Les raisons de cette différence nous semblent assez complexes. Le facteur moral y tient une place assez importante.

D'autre part, l'Etat peut intervenir pour réfreiner la hausse des prix. M. Billaudot (1) nous montre l'Etat Allemand dépensant plusieurs milliards à l'achat de denrées et agissant artificiellement sur les cours. M. Niboyer (2) écrit « que le cours forcé ne peut empêcher les prix de monter en dehors de la taxation légale » et il ajoute en note « la taxation légale apparaît le complément logique du cours forcé là où le législateur veut donner à ce dernier son entière valeur ».

Ces raisons peuvent encore être trouvées en période d'inflation continue dans le fait que le coût des marchandises lui-même est faussé dans son élément essentiel : le travail. Le prix des services ne suit pas fidèlement la dépréciation de la monnaie. Il a même dans notre organisation moderne de la production une certaine fixité qui lui est imposée par les contrats appelés contrats collectifs de travail dont les conditions sont si minutieusement établies que le moindre changement à y apporter exige la mise en mouvement de nombreux rouages. D'autre part, des contrats sont passés pour une durée déterminée ; il peut

(1) Thèse Paris, 1926.

(2) *Revue Darras de Droit international privé*, 1925, n° 2, p. 130.

arriver en période d'inflation que la prime de l'or augmente entre la date de signature et la date d'échéance. Aussi comprend-on les efforts désespérés des syndicats allemands à obtenir pendant la crise monétaire un salaire basé sur l'indice-vie.

Que cette disparité entre les prix intérieurs et les prix mondiaux proviennent de quelque raison que ce soit, c'est un fait qu'on ne peut nier, mais qu'il ne faut pas exagérer.

M. Nogaro craint que la généralisation de la clause « payable en or » ou de toute clause ayant pour but d'éviter la brusque dépréciation entre la monnaie de contrat et la monnaie de paiement, fasse disparaître ce décalage.

Dans son ouvrage déjà cité, il a exposé l'influence des changes sur les prix, non seulement des produits importés mais encore sur les marchandises exportables. « Si les exportateurs ne parviennent pas à garder pour eux tout le bénéfice d'une vente en monnaie étrangère, ils s'efforcent néanmoins d'en conserver une grande part et la hausse des prix des produits exportables en monnaie nationale, qui résulte de leur gain au change, se répercute sur le marché intérieur. Il est donc certain que le change agit toujours, quoique à des degrés divers sur les prix intérieurs » (1).

L'importation et l'exportation agissent donc dans le même sens sur le mouvement des prix. Il y a là toute une série de phénomènes d'incidence qui font que dans le temps se manifeste une tendance au réajustement des prix intérieurs et mondiaux.

(1) NOGARO, *La monnaie et les phénomènes monétaires contemporains*, p. 213.

D'ailleurs pour beaucoup de gros produits le décalage n'existe pas et les cours du café, du sucre, de la laine, du coton et de beaucoup d'autres matières ne sont que la traduction fidèle en francs des cours cotés à New-York et à Londres.

D'autre part, considérant la complexité de la production, il nous paraît presque impossible que le prix des produits importés n'influe pas dans un délai relativement court, représenté par la période de transformation, sur les prix des produits intérieurs, même entièrement indépendants des marchés étrangers.

C'est ce que M. Keynes appelle « L'élément temps. »

Il reste donc un certain nombre de denrées agricoles dont le mouvement de hausse ne suivra que de loin la hausse de la prime de l'or. En pratique le mouvement des produits agricoles suit une hausse assez régulière, puis cette hausse devient presque verticale s'il y a excès d'émission de billets. D'autres éléments d'ailleurs viennent influencer le cours de ces produits ; ils font partie du domaine psychologique.

La généralisation de la clause « payable en or » n'aurait donc pas comme effet certain de provoquer la hausse moyenne des prix intérieurs. Seuls les produits agricoles et certains produits à circulation difficile seraient poussés à se réajuster plus rapidement à la parité des prix or mondiaux.

M. Billaudot dans sa thèse sur la politique monétaire de l'Allemagne depuis la fin de la guerre a donné tout un aperçu sur la hausse subie par les différents produits en Allemagne pendant la période d'inflation.

Nous remarquons d'après les tableaux exposés dans son ouvrage que la hausse des produits agricoles suit à peu près fidèlement la hausse des produits métallurgiques et l'indice atteint en novembre 1923, à une époque il est vrai où la dépréciation du mark intérieur s'accélérait encore plus vite que celle du mark extérieur, était pour ces deux produits de 41.028.400.000.

Il est juste de faire remarquer que cette hausse ne s'appliquerait peut-être pas en France. Le produit agricole est en Allemagne pour la plus grande part un produit d'importation ; par contre, il est en France un produit du sol même et échappe beaucoup plus que dans le pays voisin au cours mondial.

La validité de la clause « payable en or » a été admise en Italie à la suite du décret du 28 février 1916 et en Grèce à la suite du décret-loi du 15 mai 1923. Son application n'a entraîné aucun trouble économique sérieux.

Nous serions plutôt tentés de dire avec M. James que l'adoption d'une telle clause pourrait avoir un effet modérateur par rapport à la hausse des prix.

Le producteur qui passe des contrats à longue échéance n'aura plus tendance à chercher dans son prix de vente un superbénéfice qui l'assurera des risques que peut lui faire courir l'instabilité de la monnaie.

D'autre part, la production ne sera plus de la spéculation. On aura à nouveau en usage l'instrument de mesure des valeurs économiques dont la fixité permettra à l'individu de ne plus marcher dans l'inconnu.

Enfin l'inflation n'est qu'un état précaire qui doit cesser de gré ou de force. Or la monnaie dépréciée ne peut faire

place qu'à une monnaie stabilisée ou à une nouvelle monnaie.

Il arrivera donc un temps où la parité du franc intérieur sera égale à celle du franc extérieur avec comme corollaire l'ajustement de tous les prix intérieurs aux prix mondiaux. Peut-être, cet ajustement ne sera pas le corollaire de l'opération d'assainissement monétaire, mais un des moyens. De toute façon, cette réadaptation de prix nous semble inévitable et la retarder ne peut que rendre plus délicate au point de vue social la solution qu'exige l'intérêt du pays.

Nous trouvons dans la partie VIII du rapport du comité des experts rédigé le 3 juillet 1926 l'invitation pressante à opérer la stabilisation bien que celle-ci « sera fatalement suivi d'un réajustement intérieur des prix ».

Le réajustement des prix engendrerait une période de crise. Toute désorganisation monétaire a pour corollaire une désorganisation économique et la stabilisation de la monnaie ne représente qu'une partie du grand problème à résoudre et que l'on pourrait dénommer la Stabilité. Les fluctuations du franc ont rompu l'économie du pays, tant au point de vue des prix qu'au point de vue industriel et social. Le Gouvernement d'Union Nationale a cherché à ramener le franc vers son cours « d'indifférence », pour atténuer les effets violents de la crise. Le cours a été fixé par lui d'accord avec la Banque ; mais il représentait au moment de son établissement le point d'équilibre le moins imparfait, c'est-à-dire celui où les prix auraient pu trouver eux aussi, la fixité normale en rapport avec l'unité monétaire en circulation.

Au fond, l'influence des changes sur les prix n'est pas un mal, puisque tôt ou tard les prix intérieurs doivent se rapprocher de la parité mondiale.

En outre, n'y a-t-il pas intérêt à voir supprimer la prime à l'exportation découlant de l'avilissement de la monnaie ? Cette prime que certains considéraient comme un moyen d'accroissement de richesses, ne paraît plus maintenant qu'une duperie. En temps d'inflation, on vend son capital à un prix qui n'est pas rémunérateur ; suivant la forte expression employée « on se vide de sa substance » puisque les francs encaissés à New-York, par exemple, valent moins que ceux circulant à l'intérieur du pays.

M. Nogaro a formulé un autre argument sur l'emploi de la clause « payable en or ».

La constatation de l'agio qu'elle créerait enlèverait la confiance et susciterait des besoins factices de change en incitant l'individu à s'assurer d'avance une monnaie étrangère qui « convertie en monnaie intérieure lui fournira précisément alors la somme présentement connue, qui correspondra à son obligation » (1). Il nous rappelle l'exemple de l'Allemagne et de la Pologne où la dévalorisation de la monnaie a été précipitée par des demandes de valeurs étrangères qui ne correspondaient pas à des besoins commerciaux.

M. Valéry de Mories (2) a stigmatisé d'endosmose financière cette émigration de la richesse allemande.

(1) *Revue trimestrielle Droit civil*, 1923.

(2) VALÉRY DE MORIES, *Misère et splendeur des finances allemandes. Les cahiers Rhénans*, V, p. 60-61. Paris, 1923.

La demande de florins fut telle, rapporte-t-il, que la Banque néerlandaise dut émettre des billets pour une somme très supérieure aux besoins réels du pays. Ce ne sont pas seulement les billets que l'Allemand ramassa ; il constitua des sociétés en Suisse ; il acheta des terrains en Argentine ; il accapara des journaux en Roumanie.

Nous nous demandons d'abord si le contractant cherchera sa « couverture ». Si c'est un commerçant ayant fait un achat pour vente il n'a pas grand intérêt à opérer ainsi, car s'il a acheté des marchandises à un prix donné, il les revendra avec un bénéfice à peu près proportionnel à la dévalorisation de la monnaie. Les partisans des théories antiquantitatives pourront nous répondre que le bénéfice sera principalement fonction de l'utilité finale du produit, mais il nous semble assez illogique de faire coïncider une moindre utilité finale avec une dépréciation de la monnaie, car les faits sont là pour nous montrer que la dépréciation accroît la demande et entraîne avec elle une hausse des prix.

La prévision de M. Nogaro s'appliquerait plutôt dans les cas de contrats à terme et à longue échéance. Le créancier ou le débiteur peuvent avoir intérêt à se couvrir en monnaie saine pour assurer la fixité de leur créance ou dette. Le marché des changes en serait faussé, prétend M. Nogaro. C'est exact si au moment de l'échéance le contractant garde par devers lui ce qu'il ne considérerait que comme une couverture au moment de la formation du contrat ; mais si cette couverture vient à être réalisée, l'opération, qui avait faussé le marché à l'origine, le redresse par la suite. Or les opérations de change à terme

facilite ces transactions sans qu'il en résulte un déséquilibre artificiel entre les demandes et les offres de devises.

D'autre part ne serait-ce pas reconnaître l'inefficacité de la législation que de craindre que le public ne se couvre, en dehors de ses besoins, de monnaies étrangères ?

La loi du 3 avril 1918 avait pour but d'empêcher l'exportation des capitaux, fonds ou titres, et l'importation des titres, actions, obligations ou bons. Elle visait essentiellement à empêcher l'émigration des capitaux quand celle-ci aboutissait d'une part à une spéculation sur le change, d'autre part à l'exportation de capitaux soit pour constituer des dépôts, soit pour échapper à des mesures fiscales (1).

C'était l'aboutissement logique des lois des 12 février 1916 et 31 mai 1916. La loi du 1^{er} avril 1917 instituant un répertoire des opérations de change assurait la réglementation de la vente et l'achat des monnaies étrangères. Un arrêté du 4 septembre 1917 exigea la tenue d'une comptabilité sévère des transactions faites par le bénéficiaire du répertoire qui deux fois par mois devait adresser au Ministère des finances les relevés de ces opérations.

La loi de 1918 avait une portée plus considérable. Elle interdisait formellement toute exportation ou importation de capitaux en créant quatre exceptions générales d'ordre permanent et une cinquième qui constituait des dérogations d'espèce.

Sans aucun doute ces mesures se sont imposées pen-

(1) Voir Rapport de M. MARIN, *Doc. parl.*, 1925, I, Chambre des députés, n° 506.

dant la guerre. M. Louis Marin déclarait à la Chambre (séance du 12 avril 1916). « C'est une mesure de guerre parce qu'elle se légitime par le besoin qu'a la Défense Nationale de maintenir sur le sol français tout ce qui lui est nécessaire ».

Cette loi avait donc été votée dans un but d'intérêt public. Elle s'inspirait des dispositions analogues qui venaient d'être adoptées successivement par la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et l'Italie. Les industries de guerre demandaient de tels capitaux que le législateur crut devoir en empêcher l'expatriement. C'était le but fondamental de la loi de 1918.

La loi du 13 juillet 1925 a principalement envisagé les moyens de remédier à l'évasion de plus en plus tentante, devant les exigences fiscales qui ont amené le législateur à frapper les valeurs étrangères plus fortement encore que les valeurs françaises.

Cette législation n'est-elle donc pas suffisante pour empêcher la fuite des capitaux? Non, tant que le problème ne sera pas considéré comme international, et il nous semble insoluble aussi longtemps qu'une entente entre tous les pays n'aura pas été conclue. Cet accord paraît d'ailleurs bien difficile à établir, si le point de vue économique est pris en considération. Le transvasement des capitaux d'un pays à l'autre est à certains moments une nécessité contre laquelle les besoins fiscaux d'un gouvernement donné ne peuvent rien.

La Roumanie qui depuis la fin de l'année 1925 est en période de grande prospérité, se voit obligée de faire appel, à des capitaux étrangers, les disponibilités moné-

taires du pays n'étant pas suffisantes pour répondre aux besoins de son activité économique.

Nous croyons que le seul moyen d'arrêter l'exportation des capitaux réside dans la stabilisation de la monnaie qui ne rend plus intéressante pour les particuliers, soit psychologiquement soit matériellement, l'achat des devises appréciées.

La stabilisation dans un pays où circule une dette flottante considérable ne peut s'envisager qu'après une consolidation de cette dette. Les diverses opérations menées d'accord avec le Trésor, qui ont eu pour but de consolider une partie de la dette, ont facilité le décret paru au début de 1928, décidant le rétablissement de la liberté d'exportation des capitaux en suspendant la loi du 3 avril 1918.

Cette mesure, dont la nécessité se faisait sentir, mais qui n'était guère espérée avant la stabilisation du franc, a été décidée à la suite de l'augmentation de la circulation fiduciaire. Elle peut à ce point de vue être considérée au même degré que la loi du 3 avril 1918, comme une mesure de défense. Le volume des instruments monétaires qui s'était accru de 5 à 6 milliards pendant le second semestre de l'année 1927, faisait craindre à la Banque un congestionnement de la place de Paris. Il fallait enrayer l'afflux des devises que la Banque prenait à un cours fixe. Par suite du taux d'intérêt à long terme, les capitaux extérieurs ont continué, malgré cette mesure, à être attirés par notre Place, et les capitaux français n'ont pas cherché d'emploi à l'Etranger, le risque de change n'étant pas définitivement écarté. Or, ce risque a créé un mouvement

spéculatif à la hausse du franc, et la Banque a été obligée de chercher d'autres moyens de défense, sur lesquels nous ne pouvons nous attarder dans ce sujet.

Il est des pays où le crédit flottant étant faible, la stabilisation s'est faite sans heurt au point de vue monétaire et a aussi provoqué une spéculation favorable à leur devise.

La mise en vigueur des moyens choisis pour cette stabilisation a provoqué une révalorisation considérable de la monnaie. Le Ministre des finances norvégien déclarait en 1923 au Storting qu'il convenait d'avertir les spéculateurs, qui s'imaginaient que le gouvernement voulait délibérément ramener la couronne à la parité, qu'il n'avait pas été pris de décision en ce sens.

Au Danemark, la couronne oscillait en 1924 entre 58,3 0/0 et 63,6 0/0 de sa valeur or. Entre le mois de janvier et le mois d'août 1925, la valeur or est passée de 66,3 à 88,7 0/0. (Discours de M. Walter Leaf à la Chambre de commerce internationale réunie à Paris le 6 novembre 1925).

L'objection de M. Nogaro est bien fondée lorsqu'elle s'applique à un pays où l'Etat ne s'efforce pas de combattre l'inflation. Mais lorsque des efforts sérieux sont faits pour arrêter la dévalorisation de la monnaie, l'individu qui cherche une « couverture » fait une véritable spéculation avec tous ses risques.

M. James rapporte une objection que font certains économistes contre la clause « payable en or ». Elle augmenterait, d'après eux, les risques des contractants car la valeur de l'or par rapport aux monnaies nationales

peut se modifier même sans changement des prix intérieurs. « Elle aurait donc pour résultat de ne pas faire dépendre véritablement le montant de la créance du pouvoir d'achat intérieur du franc et ne mettrait pas à la disposition du commerce l'étalon monétaire absolument stable que l'on cherche » (1).

M. James reconnaît dans cette objection une part d'exactitude mais il fait remarquer que l'or est encore l'étalon le moins imparfait et que la hausse des prix et celle des changes suivent une ligne parallèle. En outre cet étalon présenterait de sérieux avantages d'être une unité de mesure d'échange des valeurs offrant un caractère de fixité plus forte que celui du franc-papier facilitant ainsi les transactions commerciales.

C'est sous le bénéfice de ces observations que nous sommes amenés à conclure que les clauses de sauvegarde ne nuisent pas à l'intérêt général. La jurisprudence, après quelques tâtonnements, ne les admet pas. Pourtant la répercussion économique de l'application de nos lois monétaires, telles que les tribunaux les comprennent actuellement, forceraient ceux-ci à un revirement complet en cas de dévalorisation plus prononcée.

(1) JAMES, ouvrage cité.

DEUXIÈME PARTIE

LÉGISLATION PROTÉGEANT L'INDIVIDU CONTRE LA DÉVALORISATION DU FRANC

Le législateur est intervenu pour empêcher que le caractère impératif du cours forcé ne crée dans de nombreux cas une situation exorbitante. C'est très lentement qu'il a élaboré quelques textes en cette matière et c'est par la conception actuelle de la liberté contractuelle qu'il y a été amené.

Le grand principe en cette matière est ainsi résumé :
« Les conventions font la loi des parties. Les hommes décident eux-mêmes de ce qu'ils veulent ».

Un contrat qui ne stipule rien de contraire aux lois, ni à l'ordre public, ni aux bonnes mœurs, oblige les parties à son observation comme la loi les y obligerait. Le respect de cette loi créée par la volonté des intéressés s'impose aux juges chargés de l'interpréter. Ceux-ci ne peuvent pas plus modifier les termes de la convention, ni en changer les éléments qu'ils ne pourraient modifier le texte de la loi dont ils ont mission d'assurer l'exécution (Colin et Capitant, *Droit civil*, t. II, p. 310).

Le juge n'a pas le droit d'intervenir pour arrêter ou

modérer l'action du créancier. Il ne peut pas plus suspendre l'exécution du contrat, que le réviser même s'il ne convient plus à la situation.

La guerre a été une cause profonde de bouleversement économique ; raréfaction des marchandises, transports difficiles, hausse des prix ; un élément de plus est venu s'y ajouter : la loi du cours forcé dont l'application jurisprudentielle a déséquilibré entièrement les prestations.

Fallait-il condamner le débiteur en vertu des principes rigides de l'article 1134 et lui dire : Vous avez fait votre loi, respectez-la !

La Cour de cassation n'a pas varié. Pour elle le juge ne peut se substituer à la volonté des parties.

On objectait qu'il n'est dû que ce qu'on a pu prévoir au moment de la formation du contrat. Il a été stipulé un paiement en monnaies saines par le débiteur ; il est évident que les prestations futures représenteront exactement la valeur ou le pouvoir acquisitif, de celles présentes, sous le bénéfice de la stabilité de la monnaie.

Toutefois, si celui qui contracte pour une longue période ne connaît pas les éléments qui pourront troubler l'exécution du contrat, il fait une part d'imprévisible. Contracter c'est prévoir, c'est s'assurer contre les incertitudes du lendemain.

Mais si la volonté est respectable quand elle est conforme à la justice, le juge peut se demander s'il n'y a pas abus de la volonté quand l'une des parties est lésée.

On a prétendu que toucher aux contrats, c'est risquer de ruiner tout notre système juridique et on en déduisait la fin des relations économiques.

Pourtant il paraît inadmissible de soutenir que 1.000 fr. d'avant-guerre sont la représentation actuelle de la valeur de la même somme, alors que traduits sur la base or, les indices de prix s'établissaient approximativement en avril 1928 à 636 pour les prix de gros et 532 pour les prix de détail.

Le juge s'est trouvé assez désemparé. Devant le principe de l'autonomie de la volonté avec toutes ses conséquences venait se dresser celui de l'intention des parties. Il faut dire que le premier l'a emporté et c'est ce qui a nécessité l'intervention de plus en plus fréquente du législateur. Ce n'est pourtant pas tout à fait juste, car la jurisprudence administrative a élaboré la *théorie indemnitaire de l'imprévision* ; la jurisprudence civile ne l'a suivie que plus tard alors que le législateur l'y avait poussé.

Dans le domaine administratif les contrats constituaient une très grande part de l'activité. Leur passation est entourée de garanties précises et minutieuses, réglant toutes les modalités possibles de leur exécution. Convenait-il d'en exiger l'exécution rigoureuse dans une période de guerre ou d'après-guerre où toute l'économie est bouleversée ? On le pouvait, mais c'était une bien mauvaise politique. Les fournisseurs des marchés de travaux publics auraient été ruinés et l'offre des soumissions, qui tient une place prépondérante dans ce domaine, aurait été raréfié au point que l'Etat et les Villes se seraient crus obligés de prendre en main toute l'économie administrative. Or il ne peut en être question.

On a donc considéré avant tout la commune intention des parties qui est d'établir une équivalence relative entre

leurs prestations. « L'équivalence honnête variera suivant les espèces » ; avait déjà conclu M. Blum (Arrêt Conseil d'Etat 11 mars 1910).

Le Conseil d'Etat a dégagé peu à peu les éléments d'une théorie très large de l'imprévision. Alors que la Cour de cassation, qui n'avait d'ailleurs pas le souci de faire assurer les services publics, exigeait l'exécution des contrats tant qu'il n'y avait pas impossibilité, le Conseil d'Etat admettait tout au moins la révision lorsque l'exécution était devenue non impossible, mais seulement onéreuse.

« La théorie administrative du contrat est que les contractants ne sont censés avoir prévu que les éventualités habituelles, d'après le commun de la vie », est en opposition avec « la théorie civiliste du contrat qui est que toutes les éventualités possibles sont censées avoir été prévues » (1).

Toutefois l'état d'incertitude économique avec son corollaire la crise des changes est favorable à l'élargissement de la théorie civiliste de l'imprévision. La rédaction même de l'article 1135 du Code civil ouvrait la voie : « Les conventions obligent non seulement à ce qui est exprimé, mais encore à toutes les suites que l'équité, l'usage ou la loi donnent à l'obligation d'après sa nature. » Les parties ne sont obligées qu'à ce qu'elles ont convenu.

Tout contrat onéreux dans la pensée des contractants doit réaliser un équilibre d'avantages économiques au profit des parties qui ont voulu les risques normaux et

(1) HAURIOU, note Sirey 1916. 3. 17.

n'ont pas pu « vouloir » les risques anormaux et imprévisibles.

De nombreux textes du Code civil viennent renforcer cette théorie. L'article 1889 qui permet au commodant de reprendre la chose prêtée parce qu'il en a grand besoin ; l'article 1944 qui stipule : « le dépôt doit être remis au déposant aussitôt qu'il le réclame, lors même que le contrat aurait fixé un délai déterminé pour la restitution » ; les articles 1443 et 1563 concernant la restitution de la dot en péril ; l'article 960 visant la révocation d'une donation pour survenance d'enfants ; les articles 1769 et 1773 qui traitent le premier de la perte des récoltes dans le bail à ferme et le second de la clause qui met le cas fortuit à la charge du preneur.

A la lecture de ces articles il se dégage l'impression que les rédacteurs du Code ont prévu que certaines situations juridiques créées par la volonté des parties étaient modifiables.

Nous allons passer en revue dans divers domaines, les manifestations de la tendance nouvelle dont nous venons de voir les causes.

a) *Domaine administratif.*

Arrêt du gaz de Bordeaux. Nous avons dit que c'était dans ce domaine que s'était élaborée la théorie indemnitaire de l'imprévision. Le Conseil d'Etat avait été amené par les faits, à se dégager de la notion purement civiliste du contrat telle qu'elle était appliquée.

C'est le 30 mars 1916 qu'il décidait dans l'affaire type

de la Compagnie du Gaz de Bordeaux contre la ville de Bordeaux que la variation des matières premières, à raison des circonstances économiques, constitue un aléa du marché, qui peut, suivant le cas, être favorable au concessionnaire et demeure à ses risques et périls, chaque partie étant réputée avoir tenu compte de cet aléa dans les calculs et prévisions qu'elle a faits avant de s'engager. Mais, considérant que la hausse survenue au cours du charbon, qui est la matière première de la fabrication du gaz, s'est trouvée atteindre une proportion telle que non seulement elle a un caractère exceptionnel, mais qu'elle entraîne dans le coût de la fabrication du gaz une augmentation qui, dans une mesure déjouant tous les calculs, dépasse certainement les limites des *majorations ayant pu être envisagées par les parties lors de la passation d'un contrat*, le Conseil d'Etat a décidé que celui-ci pouvait être révisé.

M. Desjonquères (1) donne les grandes lignes de la théorie du Conseil d'Etat et il dégager des conclusions de M. Chardenet, commissaire du gouvernement, son double fondement : d'une part, la prise en considération de l'intention des parties et d'autre part celle de l'intérêt public.

La théorie de l'imprévision aurait été mise à jour pour permettre aux services publics de voir leur fonctionnement assuré. Il n'en est pas moins vrai que la théorie civiliste de la force majeure était ébranlée et que la voie était ouverte au législateur pour lui permettre de rétablir des

(1) DESJONQUIÈRES, *L'évolution de la jurisprudence du Conseil d'Etat au sujet de la théorie de l'imprévision dans les marchés de fourniture*. Thèse Paris, 1926, p. 55.

situations dont le déséquilibre avait été créé par la guerre et était prolongés dans de nombreux cas par l'application de l'impérativité du cours forcé.

b) *Domaine commercial. Loi Falliot.*

Devant la rigueur de la jurisprudence civile, qui semblait ne pas vouloir suivre la tendance nouvelle, le législateur est intervenu et a élaboré la loi du 21 janvier 1918 appelée loi Falliot.

M. Lemery, au nom de la commission de législation civile, résume ainsi les motifs qui avaient incité certains membres du Parlement à déposer sur le bureau de la Chambre les projets qui après disposition et rectification ont donné naissance à la loi Falliot : « Le Conseil d'Etat exclut des contrats, comme n'étant pas entré dans la commune intention des parties, ce que celles-ci n'ont pas prévu, ce qui est anormal. Cette théorie n'a pas été sans soulever bien des critiques chez les civilistes. A bien réfléchir cependant elle est strictement juridique et non pas seulement équitable. Tout contrat synallagmatique est le résultat d'un équilibre prévisionnel entre les avantages à recueillir et les charges à supporter par chacun des co contractants. La convention naît d'un calcul d'équivalence établi suivant certaines données et c'est dans cet équilibre prévisionnel, ce calcul d'équivalence qui est la cause de l'obligation de chaque partie envers l'autre. L'obligation deviendra donc à la vérité sans cause, si cet équilibre intracontractuel, né de la commune intention des parties, est détruit par un événement qui n'était pas

dans les prévisions d'aucun des contractants et qui a pour conséquence de procurer à l'un un enrichissement qu'il n'a pu escompter et d'infliger à l'autre une perte à laquelle il ne pouvait s'attendre ».

C'est aussi un sentiment d'équité qui anime le législateur de 1918. La loi Falliot, déclare son rapporteur, a pour objet d'améliorer par des mesures exceptionnelles, la situation de certains débiteurs qui pour tenir leurs engagements d'avant-guerre, se trouveraient aux prises avec des difficultés imprévisibles et ruineuses. Ses dispositions sont applicables pour la durée de la guerre et jusqu'à l'expiration d'un délai de trois mois à partir de la cessation des hostilités, aux marchés et contrats ayant un caractère commercial qui ont été conclus avant le 1^{er} août 1914 et qui comportent soit des livraisons de marchandises ou de denrées, soit d'autres prestations successives ou différées.

La théorie de la force majeure semble bien s'estomper. Il n'est plus question d'obstacle insurmontable, d'impossibilité absolue d'exécution. Le législateur envisage le changement de situation provenant de difficultés imprévisibles et ruineuses.

c) *Domaine civil. Loi du 6 juillet 1925.*

La jurisprudence de 1870 était restée fidèle à la théorie de la force majeure :

Tribunal de la Seine, 7 décembre 1870, D. P. 70. 3. 116.

Tribunal de la Seine, 2 janvier 1871, D. P., 71. 3. 17.

Tribunal de commerce de Caen, 27 mars 1871, D. P., 71. 3. 54.

Cour de Lyon, 4 janvier 1872, D. P., 72. 2. 227.

Le Tribunal de commerce de la Seine décidait dans une affaire Bachoux et Becker contre Sommier que l'état de guerre ne pouvait être considéré comme un cas de force majeure entraînant la résiliation d'un marché lorsqu'il avait eu seulement pour effet d'en rendre l'exécution plus difficile.

Pourtant on peut constater quelques essais timides à un adoucissement de l'application de cette théorie et la Cour d'appel de Paris dans un arrêt du 14 novembre 1873 dispensait définitivement un vendeur d'effectuer une livraison, alors que celle-ci, retardée par le chômage du moulin, aurait pu être effectuée tardivement. Mais ces essais n'eurent jamais de suite et la théorie de l'imprévision semble être restée étrangère à cette époque.

La guerre de 1914 a créé une situation toute autre. Le bouleversement est profond ; la durée des hostilités entraînant l'éloignement des contractants, la raréfaction des marchandises ou plutôt leur absorption par les armées, la guerre sous-marine, la cherté de l'argent, tout cela contribue à rompre l'équilibre des prestations convenues entre les parties. Les faits influent aussi bien sur le domaine politique que sur le domaine juridique. Celui-ci peut résister quelque temps, mais la force des événements est telle qu'il est entraîné malgré lui et qu'il se voit obligé d'adapter ses théories à la vie nouvelle qui naît de ce bouleversement.

En 1915, la Cour d'appel d'Orléans (*Gazette des Tribu-*

naux, 19 septembre 1915), infirmait une décision du Tribunal de Loches qui, jugeant commercialement avait décidé que devait être considéré comme délié de ses engagements par un cas de force majeure le minotier, qui ayant vendu de la farine livrable à terme, avait été empêché d'exécuter ce marché par un ensemble de circonstances résultant de la guerre et en particulier par le moratorium qui ne lui avait pas permis de se procurer les fonds nécessaires à l'acquisition des blés nouveaux.

Un an après, la même Cour décidait qu'elle suspendait pendant la guerre l'exécution d'un contrat qui devenait par suite d'événements imprévus trop onéreux pour l'un des contractants.

Une compagnie d'Assurances ne pouvait pas déclarer déchu du bénéfice de son contrat l'assuré qui n'avait pas payé la prime à l'échéance convenue. De même, le vendeur ne pouvait se prévaloir de la clause résolutoire en cas de non paiement de tout ou partie du prix à l'époque fixée.

La doctrine accusait cette tendance et dans une note au Sirey 1916, 1. 18. M. Wahl disait : « Comme rien n'empêche les parties de convenir qu'un changement produit par les événements intérieurs, dans les conditions de l'exécution de l'obligation, diminuera ou supprimera leurs obligations, — c'est la clause *rebus sic stantibus* — rien n'empêche non plus le juge d'apprécier l'intention des parties, en déclarant qu'elles ont sous-entendu cette clause ».

Le Parlement qui ne s'était intéressé jusqu'alors qu'à certains contrats commerciaux, fut amené par suite d'une des conséquences économiques les plus graves de la

guerre, la dévalorisation de la monnaie, à légiférer de nouveau. La loi du 6 juillet 1925 est plutôt fondée sur l'imprévision en matière de contrats à terme, théorie qui, non sans heurt, semble entrer petit à petit dans notre droit.

L'objet de la loi nouvelle était l'ajustement aux conditions économiques actuelles d'un loyer qui ne représente plus la contre-partie de la prestation fournie par le bailleur.

Avec la théorie de la force majeure, le locataire aurait pu objecter au bailleur qu'il n'y avait aucune impossibilité d'exécution du contrat. Pourtant la situation de certains propriétaires était d'autant plus désastreuse que sur leur misère se fondaient de véritables fortunes. On voyait se succéder dans un même local plusieurs cessionnaires qui réalisaient de gros bénéfices résultant de l'achat et la vente de leur fonds. Des propriétaires d'immeubles n'arrivaient plus à couvrir avec le prix de leurs baux, les charges de toute nature qui les grevaient.

Le pouvoir d'achat du franc s'affaiblissant de plus en plus ; il fallut agir et donner la faculté aux bailleurs de réviser leur contrat. M. Raynaldy rapporteur de la première proposition de loi sur la révision des baux à longue durée s'exprimait ainsi dans les pages 6, 7 et 8 de son rapport :

« Le juge tiendra compte de la dévalorisation du franc et de la situation juridique des parties telle qu'elle résulte du contrat ; il fera état de tout ce qui a été pris en considération par les parties au moment de la convention pour fixer le prix et il réajustera ces divers éléments à la

situation actuelle pour en faire ressortir le prix nouveau. »

La volonté du législateur était bien de réajuster les contrats à une situation économique nouvelle. Le respect des conventions doit faire place à une équivalence de prestation la moins imparfaite possible.

Dans la discussion du premier projet de loi le vice-président de la commission déclarait que « la valeur locative équitable est celle qui sera déterminée par le juge en s'inspirant de toutes considérations de fait et notamment de la situation économique » (1).

Donc la loi du 6 juillet 1925 consacrait un esprit nouveau et était basée sur le principe, que l'on avait eu tant de peine à dégager, de la théorie de l'imprévision.

M. Gouin rapporteur de la loi expliquait qu'un des éléments des baux, le prix, devait être mis en harmonie avec la situation actuelle qui a profondément déséquilibré la situation respective primitive des deux contractants.

« Il s'agit donc d'adapter une fois de plus notre législation aux circonstances nouvelles nées de la guerre de 1914, qui, en bouleversant très profondément l'économie des nations, a entraîné pour celles-ci un prodigieux renouvellement de leur appareil juridique.

« Les traditionnalistes regretteront peut-être les modifications et les bouleversements ainsi apportés au Code civil. Ils pourront déplorer que, dans la matière qui nous occupe, celle qui a trait particulièrement aux contrats de location, on n'ait pas laissé jouer dans toute leur rigueur

(1) *Journal officiel* du 40 juin 1925, p. 2640, col. I.

les clauses qui ont été élaborées par les parties et qui aux termes de l'article 1184 du Code civil, constituent la loi intangible de celles-ci.

« Les faits, en même temps que l'intérêt social, se chargeront de démontrer que l'adaptation des contrats à des formes de vie nouvelle fut une véritable nécessité sociale pour la législature » (1).

d) *Domaine financier.*

En juin 1923, le gouvernement se trouve avoir à faire face avec une trésorerie très étroite à deux échéances importantes. Le premier juillet 1.800.000.000 de francs de Bons du Crédit National viennent à échéance, le 25 septembre 3.800.000.000 de Bons du Trésor peuvent être présentés au remboursement.

Trois solutions pouvaient être prises en considération : une inflation nouvelle, un emprunt, le moratoire.

Voici ce que disait M. Béranger dans son rapport : « La dette flottante constitue pour notre situation la menace la plus grave. Nous avons déjà montré comment le déficit de l'émission des Bons de la Défense Nationale imposait chaque jour à la Trésorerie des charges qui risqueraient de devenir insupportables si on ne pouvait les écarter. Il importe donc de consolider une partie tout au moins de ces bons de la Défense Nationale dont les porteurs peuvent réclamer le remboursement à chaque instant. Mais dans

(1) Séance du 3 juin 1923 (*Journal Officiel*, p. 2396, col. 3).

une œuvre de consolidation deux procédés peuvent s'envisager : celui de la contrainte et celui de la confiance. Le gouvernement a fait son choix. Il s'est prononcé pour la confiance.... » (1).

Le Parlement à qui l'on demandait déjà de porter de 45 à 51 milliards le montant maximum de la circulation fiduciaire, aurait refusé de voter une inflation nouvelle pour absorber les Bons de la Défense Nationale non renouvelés.

On proposa donc au porteur de souscrire à un emprunt d'un type nouveau qui aurait pour but de résorber une partie de la dette flottante en circulation. Suivant l'expression de M. Béranger c'était un emprunt de substitution.

Les modalités étaient les suivantes. Le taux en était relativement faible 4 0/0, mais on accordait aux souscripteurs une garantie contre toute nouvelle dépréciation du franc sur la base d'une valeur du franc correspondant à un quatre-vingt-quinzième de la livre sterling.

On espérait ainsi ramener à l'Etat toute une clientèle qui lui échappait par suite de la dévalorisation de la monnaie.

Le Ministre des finances d'alors, M. Caillaux, déclarait à la Chambre : « Après nous être entourés de tous les avis utiles, après avoir remarqué, à ce que je crois, que la grande partie des porteurs des Bons de la Défense Nationale retirent leur argent uniquement parce qu'ils

(1) Rapport de M. H. BERANGER, Sénat, séance du 27 juin 1923. *Journ. off.*, 28 juin, p. 4202, 4^{re} col.

craignent que le franc qu'on leur payera demain ne soit pas le même que le franc qu'ils versent aujourd'hui » (1).

Ainsi donc on reconnaissait officiellement, que le Français, s'étant rendu compte de la dépréciation de sa monnaie, il fallait pour faire appel à son épargne le garantir contre toute dévalorisation nouvelle.

Le Ministre des finances rendait cette dévalorisation officielle en interrompant affirmativement M. Pietri qui déclarait que : « Pour la première fois nous voyons apparaître dans notre législation sous les espèces d'un emprunt à garantie de change le principe même d'une monnaie de compte nouvelle qui va prendre place à côté de la monnaie légale » (2).

Et il déclarait lui-même à la Chambre des Députés : « Pourquoi voulez-vous donc refuser à l'Etat français d'émettre lui-même un titre qui puisse faire concurrence aux valeurs étrangères à change » (3).

Dans la campagne de propagande qui fut faite au moment de l'émission, les agents officiels, sur les directives qu'ils avaient reçues, ont insisté sur les avantages procurés par ce nouvel emprunt en leur permettant de stipuler dans tout contrat des clauses de paiement en coupons ou en titres dudit emprunt.

Les déclarations de la Présidence du Conseil en septembre 1925 étaient formelles sur ce point. La doctrine offi-

(1) *Journal officiel, Débats parlementaires*, 1925, p. 1209, col. 1.

(2) *Journal officiel, Débats parlementaires*, 1925, p. 2930, col. 1 (*Journal officiel* du 26 juin 1925).

(3) *Journal officiel, Débats parlementaires*, 1925, p. 2938, col. 3 (*Journal officiel* du 26 juin 1925).

cielle n'a d'ailleurs pas changé et le rapporteur de la loi des loyers du 1^{er} avril 1926 s'exprimait ainsi : « Il n'y a aucune utilité à déterminer le genre de monnaie à employer. Nous nous en remettons à la règle générale et d'ordre public que seules nos monnaies ayant cours légal en France peuvent servir de mode de libération, mais sous cette réserve que si même cette monnaie est variable avec le change, par suite de stipulations particulières, comme cela arrive pour les coupons de rente du dernier emprunt, il faudra rechercher le chiffre réel touché en francs français le jour du paiement pour savoir si l'on dépasse ou non les 10 0/0 autorisés par la loi » (1).

Cette constatation officielle du décalage du franc-papier par rapport au franc-or et les déclarations du gouvernement sur la validité des clauses de paiement en emprunt 4 0/0 garantie de change, pouvaient faire espérer un revirement complet dans l'application par la jurisprudence de notre droit monétaire.

Nous serons amenés à voir que les Tribunaux ne semblent pas devoir admettre la validité de telles clauses. Le contraire nous paraîtrait illogique, car ce serait détruire toute la doctrine jurisprudentielle.

Admettre la validité de cette clause c'est admettre par le fait même la validité des clauses payables en or et en monnaies étrangères.

(1) *Journal officiel* du 28 mars 1926. *Débats parlementaires*, p. 192.

TROISIÈME PARTIE

I. — La Clause « payable en or ».

L'expression elle-même demande quelques précisions et il nous semble bon d'en dégager sa portée en rappelant ce qu'on entend par cours légal et cours forcé.

Le cours légal tel qu'il a été établi par la loi du 17 novembre 1897 est l'assimilation complète du billet de Banque aux espèces. Les particuliers sont obligés de recevoir les billets de Banque en paiement ; mais rien ne les empêche de les présenter à la banque pour les échanger contre de l'or.

La formule imprimée sur la vignette porte que les 100 francs sont « payables en espèces, à vue au porteur ». Cela n'est plus exact depuis la loi du cours forcé qui a donné à la Banque de France le pouvoir de défendre son encaisse métallique en refusant le remboursement en or des billets.

A première vue la loi du cours forcé ne semble pas institué un nouveau régime. Les paiements fixés en franc-or se feraient comme sous le régime du cours légal en francs-papier ; toutefois le porteur de billets ne pourra

les échanger aux guichets de la Banque contre du métal.

Il peut donc se faire que sous le cours forcé, le franc-papier ait une valeur équivalente au franc-or. En fait cela n'est pas, car s'il y avait équivalence, l'Etat pourrait rapporter sans inconvénient une mesure qui n'avait d'intérêt qu'au moment de la crise. Le calme rétabli, la Banque n'a pas besoin de protection et se défend elle-même. Mais, comme nous l'avons déjà dit, le cours forcé permet à l'Etat de recourir à des émissions de monnaie qui ne correspondent aucunement à un accroissement de richesse.

Les émissions réduisent le gage de la monnaie en circulation qu'elles vont contaminer.

Les billets de Banque de 1914 étaient gagés par l'actif de la Banque qui avait le privilège de les émettre. Les différents postes de cet actif étaient d'abord l'encaisse or et argent existant à la Banque même, le portefeuille et les avances sur titres. Un autre élément de l'actif consiste actuellement dans les avances à l'Etat. Cette créance de la Banque sur l'Etat n'est que la représentation des émissions de monnaie de papier qui tout comme les émissions antérieures sont gagées sur les postes encaisses et portefeuille. Les quatre cinquièmes de la circulation actuelle sont la représentation non pas d'un accroissement de richesse, mais d'une dette qu'a contractée l'Etat pour faire face à ses besoins.

Or, l'Etat donne au papier une valeur libératoire égale à celle de la monnaie d'or. Malgré que les billets en circulation ne soient plus gagés par l'encaisse, il veut faire de la fiction « franc-papier égale franc-or » une réalité. Cela ne serait concevable que si nous vivions dans une

économie complètement fermée, absolument isolée du reste du monde.

Le franc est la centième partie de la valeur du billet de 100 francs émis par la Banque de France. Il représente aux termes de la loi du 7 germinal an XI l'équivalent d'un poids d'or fin de 0 gr. 32. C'est ce franc tel qu'il est défini qui constitue l'unité de mesure de la valeur d'échange. Du moment où il ne représente plus l'équivalent de ce poids d'or, il n'est plus l'étalon que le législateur a voulu établir. Sans doute l'Etat en vertu de son droit régalien pourra conserver au franc ce privilège, mais le contractant ne le considère plus et ne pourra plus le considérer comme unité de mesure.

Il nous est difficile de suivre les conclusions de M. l'avocat général Godefroy dans l'affaire du Crédit Foncier franco-canadien contre Bodier, Monod, Rivoire et autres (*Gazette du Palais*, 19 octobre 1925, nos 291-292) quand il établit un rapprochement entre le franc mesure des valeurs des échanges et le mètre mesure de l'étendue. « Le franc dit-il, c'est une unité de mesure, c'est un étalon, au même titre que le mètre, le litre ou le kilogramme ».

Le franc n'est plus actuellement un étalon ; il n'est pas assez fixe pour qu'il garde son rôle, il faut qu'il offre le moins de variations possibles.

Ainsi l'individu cherchera une unité de mesure moins variable. L'Etat lui-même a été amené à faire la distinction entre le franc-or et le franc-papier et il l'a fait non seulement avec ses débiteurs mais même avec ses créanciers, ce qui est d'ailleurs logique.

La convention postale conclue à Madrid en novembre 1920 a décidé que tous les comptes postaux internationaux seraient réglés en francs-or. Le représentant de la France à cette conférence, M. Bonnet, écrit à ce sujet : « En vertu d'une convention faite à Rome en 1908 chacun devait être réglé en sa propre monnaie. Ainsi pour le même poids de lettres traversant notre territoire ou celui des Etats-Unis, nous devions à l'Amérique un dollar, tandis qu'elle nous devait cinq francs. Le mode de paiement n'offrait point d'inconvénients avant la guerre, mais il était devenu désastreux pour l'Etat français depuis la dépréciation de notre monnaie. Au cours du dollar à 17 francs, c'est 17 francs-papier que nous donnions en Amérique pour le même service qui nous en rapportait cinq à nous-mêmes » (1).

Pour établir la valeur du franc-or, il ne pouvait bien entendu plus être question de franc-or à 0 fr. 32. On le fixa au $\frac{10.000}{51.825}$ de la valeur du dollar des Etats-Unis.

Vis-à-vis de ses créanciers, l'Etat a agi d'une façon identique. L'emprunt 1925 4 0/0 à garantie de change a offert aux épargnants une certaine sécurité en réglant l'intérêt semestriel sur le cours moyen de la livre sterling et en assurant un remboursement sur la base de cinquante fois le montant du dernier coupon semestriel (Décret du 4 juillet 1925).

M. Chabrun dans une intervention lors de la discussion sur la loi du 27 juin 1925 déclarait : « Vous créez par

(1) G. BONNET et Roger AUDOUIN, *Les Finances de la France*, Paris, 1921, p. 341-342.

vosre emprunt un franc-or que vous le vouliez ou non » (1).

La stipulation de paiement en franc-or peut amener la libération du débiteur soit par un règlement en billets, soit par un règlement en métal. Beaucoup de contrats renferment une clause, qu'on qualifie actuellement de style, qui stipule le paiement en « bonnes espèces d'or et d'argent ».

L'application de la loi du cours forcé ne semble pas devoir porter atteinte à la liberté de stipuler de telles clauses. L'article 1896 du Code civil est formel sur ce point. La jurisprudence n'a pourtant pas admis leur validité et elle a confondu les clauses « payables en francs-or » et les clauses « payables en espèces ».

Toutefois une décision du Tribunal civil de la Seine du 31 juillet 1923 avait déclaré licite la clause d'un bail par lequel « le preneur s'engage à ne faire le paiement des loyers qu'en bonnes espèces de monnaies d'or et d'argent au cours, titres et poids du jour du contrat et non autrement et notamment aucun papier, billet ou effet public ou particulier, dont le cours même forcé serait introduit dans les paiements en vertu de toutes lois et ordonnances, au bénéfice desquelles le preneur renonce expressément et d'honneur ». Il rendait sa décision en la motivant par les attendus suivants :

« Attendu que la première partie de la clause litigieuse « prévoit le paiement en or et en argent.

« Attendu qu'une telle convention n'est pas illicite.

(1) *Journ. off. Débats parlementaires*, 26 juin 1923, p. 2929, col. 4.

« Attendu qu'aucune disposition législative n'a interdit
« le paiement de ce genre.

« Attendu que l'ordre public est intéressé à ce que les
« conventions soient respectées, et à ce que les paiements
« soient de plus en plus nombreux puisque ces paiements
« entraîneraient l'obligation d'importer une plus grande
« quantité d'or ou d'argent, augmenteraient l'encaisse du
« billet et fortifieraient le crédit du billet... » (Tribunal
civil de la Seine, 3^e Chambre, Affaire Grenouilleau c.
Dumas, *Gazette du Palais*, 2 décembre 1923).

Mais cette tentative fut aussitôt étouffée et un arrêt de la Cour d'appel de Paris du 22 février 1924 infirmait le jugement sus-relaté et dans un de ses considérants la Cour déclarait : « que la loi du 12 août 1870, restée de ce chef en vigueur, déclare que les billets de Banque seront reçus comme monnaie légale par les Caisses publiques et les particuliers : que la loi du 5 août 1914 (art. 3) dispense la Banque de France de l'obligation de rembourser ses billets en espèces ; que la première de ces lois consacre le cours légal du billet de Banque et que la seconde a pour résultat d'en imposer le cours forcé ; que de leurs dispositions jointes résulte l'institution du billet de la Banque de France comme monnaie fiduciaire dont la valeur libératoire, obligatoirement admise dans tous paiements effectués en France, est indépendante de celle de la monnaie métallique et ne peut d'aucune façon lui être subordonnée ni subir par rapport à elle aucune infériorité » (1).

(1) *Gazette du Palais*, 1924. 1. 369.

M. l'avocat général Dreyfus, dans les conclusions données dans cet arrêt, se base surtout pour repousser les prétentions du demandeur sur l'ordre public et la nécessité d'empêcher la création d'un agio entre le franc-papier et le franc-or.

Mais la crainte de la dépréciation marquée du franc-papier par rapport au franc-or, qui ne semble pas entièrement justifiée au point de vue économique, ne le semble pas moins au point de vue jurisprudentiel puisque des stipulations de paiement en monnaies étrangères ont été autorisées dans quelques cas.

Or si, en accordant un cours libératoire au franc-papier équivalent à celui du franc-or, on espère supprimer l'agio, qu'on ne le favorise pas en permettant les paiements en monnaies étrangères dont le rapport avec la monnaie intérieure constaté par le change est la représentation assez fidèle de la dévalorisation de la monnaie fiduciaire comparée à la monnaie métallique.

Le Tribunal de commerce de Marseille dans un jugement rendu en l'espèce entre un Français, le ravitaillement civil, et un Italien, Cafiero, qui réclamait un règlement de prêt stipulé en francs (60 fr. 02 par tonne de 1.000 kgs) motivait la décision par laquelle il condamnait le ravitaillement civil à payer sur la base du franc-or, de la façon suivante : « Qu'il n'en exige pas le paiement en or, que sa prétention ne tend pas à faire sortir de la monnaie d'or de France, mais seulement à être payé de sa créance en papier ayant un cours forcé, d'un montant équivalent à la valeur de la monnaie prévue aux accords

et qu'il n'y a rien là qui soit contraire à la loi d'ordre public existante... » (1).

Ce litige fait partie du domaine international, peut-on prétendre, mais comme le fait remarquer la note à la suite de cette décision, le conflit monétaire mettait aux prises non pas deux monnaies étrangères, mais le franc-or et le franc-papier.

Malgré la résistance de quelques tribunaux, la jurisprudence est fixée et la clause de paiement en or n'est pas admise entre Français.

Cassation, 11 février 1873, Sirey : 73. 1. 97.

Tribunal civil de la Seine, 17 mars 1919, *Gazette des Tribunaux*, 27 novembre 1919.

Tribunal civil de Gaillac, 30 janvier 1923, *Gazette du Palais*, 25 avril 1923.

Tribunal civil de la Seine, 16 avril 1923, *Gazette du Palais*, 1923. 2. 314.

Cour d'appel de Paris, 22 février 1924, *Gazette du Palais*, 1924. 1. 364.

L'utilisation de la clause payable en or semble d'autre part se heurter à la difficulté d'appréciation de l'agio entre le franc-papier et le franc-or.

L'arrêt du 22 février 1924 n'a pas laissé échapper cet argument et dans son considérant il est dit : « ... qu'ils ont accueilli les conséquences extrêmes dans la disposition subsidiaire par laquelle ils autorisent le paiement des loyers en billets de la banque, mais au taux du contrat majoré de la prime que ferait l'or et l'argent au moment

(1) *Gazette du Palais*, 1923. 1. 167.

du paiement, prime dont la consistance est à ce point incertaine que le Tribunal a cru nécessaire de commettre un expert pour l'évaluer... »

En effet, les Tribunaux qui ont émis des décisions favorables à la clause payable en or, que ce soit dans l'affaire Grenouillau c. Dumas ou Ravitaillement civil c. Caffero ont renvoyé devant un expert pour calculer la prime du franc-or sur le franc-papier. Nous ne voyons là qu'une difficulté assez factice. Le franc-or étalon avait été défini par la loi du 7 germinal an XI, l'équivalent d'un poids d'or fin de 0 gr. 32. La dévalorisation de l'or pendant le **xx^e** siècle avait ramené le franc légal à l'équivalent de 0 gr. 29 d'or fin.

Mais pour éviter de calculer sur des données difficiles à se procurer, on a trouvé un moyen assez simple qui est de définir le franc-or en fonction d'une monnaie stable et se rapprochant le plus possible de l'étalon-or. C'est le dollar qui a été choisi par les signataires de la convention postale de Madrid et la valeur reconnue du franc-or a été fixée au $\frac{10.000}{54.825}$ du dollar américain tant que le dollar reste une monnaie absolument saine.

Il semble donc que l'exécution d'un paiement stipulé en franc-or ne doit offrir aucune difficulté pour son règlement en billets de Banque puisque périodiquement le ministre des P. T. T. fixe le rapport légal entre la valeur de la monnaie-papier et le franc-or postal, c'est-à-dire le cours du franc-or.

La clause payable en or, que n'admet pas la jurisprudence, serait pourtant le seul instrument de mesure des

valeurs économiques qui faciliterait les relations dont personne ne peut contester la situation particulièrement troublée à l'heure actuelle. Les soubresauts de notre monnaie ont multiplié les difficultés.

Des campagnes de presse considérables ont essayé de faire admettre la légalité des clauses payable en or. MM. Georges Valois, Jacques Arthuys, Georges Bonnet, Delavelle ont dans de nombreux ouvrages propagé la doctrine du franc-or. M. Valois en donne une définition précise : « C'est un instrument de mesure non pas absolument invariable, mais pratiquement presque fixe. Le franc-or n'est pas le franc en or. C'est une unité idéale de monnaie, grâce à laquelle les valeurs sont chiffrées en dehors des fluctuations que peut subir l'instrument de paiement qui est la monnaie légale et qui ne peut être autre que cette monnaie : on s'est arrêtée au franc-or afin de faciliter le retour à notre système monétaire d'avant-guerre » (*Action française* du 7 mars 1924).

Le paiement en franc-or, ou autrement l'insertion de la clause payable en or, comme l'a très bien dit le Tribunal de Commerce de Marseille dans son jugement du 7 décembre 1923 tend simplement à garantir au créancier un paiement en papier d'un montant équivalent à la valeur de la monnaie prévue au contrat (1).

Il ne va ni contre le cours légal puisque la libération ne peut être obtenue que par la remise de billets de Banque, ni contre le cours forcé puisque ceux-ci sont acceptés à leur valeur nominale; mais le nombre de

(1) *Gazette du Palais*, 1923. 4. 167.

ceux-ci varie d'après l'étalon désigné dans le contrat et accepté par les parties.

Presque toutes les décisions rendues en cette matière se basent sur l'intérêt public. Or, l'intérêt public bien compris ne serait-il pas au contraire de permettre à l'individu de fixer en une monnaie stable la somme due qui servira de base lors du règlement en monnaie légale. Il faut que l'individu ait une mesure de valeur stable pour pouvoir contracter.

M. Germain Martin dans un article intitulé « Pas de stabilité sans monnaie saine, pas de monnaie saine sans garantie or », écrit : « Nous exprimons la valeur des choses que nous tenons pour utiles ou agréables en établissant un rapport entre l'objet et la monnaie ; le rapport est le prix. La monnaie est donc l'intermédiaire dans les échanges de biens, parce qu'elle est la commune mesure des valeurs. Par conséquent, il importe d'obtenir que celle-ci offre le minimum de variations possibles ».

Or, ce n'est pas le franc-papier qui offre actuellement cette stabilité indispensable à une vie économique saine. Le contractant a besoin d'un autre étalon qui ne soit pas soumis aux répercussions des événements qui influent sur les monnaies de papier insuffisamment gagées.

Un mouvement d'opinion très net s'est manifesté en faveur d'un franc-or. La dévalorisation de plus en plus accentuée de la monnaie a rendu nécessaire une monnaie de compte saine. Une ligne s'est même fondée il y a quelque temps déjà pour faire adopter l'emploi de cette clause de sauvegarde.

La Belgique, où la jurisprudence s'était fixée exacte-

nient dans le même sens qu'en France, vient de reconnaître officiellement le franc-or et le gouvernement aurait autorisé à dater du 15 juillet 1926 l'introduction de la clause or dans les contrats officiels. Le franc-or et le franc-papier coexisteraient jusqu'au moment où les relations entre les deux monnaies auraient été établies.

Il n'est pas impossible que la France reconnaisse aussi officiellement le franc-or. On peut même trouver dans la jurisprudence des indications qui peuvent laisser croire que les tribunaux eux-mêmes seraient amenés à précéder cette reconnaissance officielle si l'intérêt économique du pays l'exigeait.

La Cour de Cassation a rendu un arrêt par lequel elle a cassé une décision de la Cour d'appel de Colmar qui avait déclaré fondé le refus opposé par la Banque hypothécaire de Bâle à l'offre d'une dame Riff qui prétendait s'acquitter d'un prêt de 10.000 marks en versant une somme calculée en francs au taux, au jour de l'échéance du mark allemand. Un des considérants de l'arrêt est particulièrement topique : « Attendu que si le contrat de prêt à intérêt comporte des obligations réciproques, les parties peuvent sans violer aucun principe de droit régler d'un commun accord les conditions de remboursement ; qu'il appartient au créancier de stipuler les garanties nécessaires à la sûreté de sa créance et notamment d'éviter par des clauses appropriées le préjudice qui pourrait résulter pour lui de la dépréciation éventuelle de la monnaie indiquée pour le paiement » (1).

(1) *D. P.*, 4 février 1926. Cass. civ., 11 janvier 1926.

Il est vrai que les parties en présence étaient Suisse et Française, mais il nous semble que l'attendu mentionné ne laisse plus supposer la même intransigeance envers les clauses de garantie dont l'usage deviendrait courant si la dévalorisation de la monnaie s'accroissait.

Le Tribunal civil de Dijon a par un jugement du 1^{er} avril 1926 condamné un locataire bénéficiaire d'un bail où il était stipulé que si le franc venait à diminuer de valeur sur le cours du dollar à Paris, au 1^{er} mai 1923 (cours de 14,835) le loyer serait majoré des deux tiers de cette diminution. Le locataire refusait à son propriétaire le supplément du prix du loyer par suite de la baisse du franc par rapport au cours du dollar. Aucun texte précise le jugement ne défend d'envisager le franc-or comme monnaie de compte par rapport au franc-papier en raison même de l'agio existant entre les deux sortes de francs.

Nous craignons bien que cette décision ne soit infirmée en appel, mais elle gardera son intérêt car il nous semble que les lois des 12 août 1870 et 5 août 1914 y ont été interprétées exactement.

Le cours légal impose au créancier l'obligation de recevoir son paiement en billets de la Banque de France ; le cours forcé ne lui permet plus de toucher la contre-valeur de ceux-ci en or par suite d'un moratoire accordé par le législateur à la Banque d'émission, mais aucun texte n'interdit à l'individu d'envisager le franc-or comme monnaie de compte par rapport au franc-papier.

Nous espérons que la jurisprudence ne sera pas contrainte, comme en Allemagne, où cette évolution a été

décrite par M. James, à admettre la validité de la clause « payable en or » en se basant sur le même intérêt public qui la lui faisait rejeter. « Dans un pays où l'inflation se développe très rapidement, malgré la sévérité des textes, la clause « payable en or » finit toujours par trouver sa place » (1).

II. — Clause de paiement en monnaies étrangères.

Cette clause doit être considérée comme licite.

L'article 1243 du Code civil stipule que « le créancier ne peut être contraint à recevoir une autre chose que celle qui lui est due quoique la valeur de la chose offerte soit égale ou même plus grande » et l'article 143 du Code de commerce décide que « la lettre de change doit être payée dans la monnaie qu'elle indique ».

Nous avons vu que presque tous les auteurs admettent la validité de cette clause au point de vue juridique ; mais certains tels que M. Nogaro et M. Demogue s'élèvent contre son usage qu'ils considèrent comme un acte illicite. D'autre part, en l'état actuel de la jurisprudence, il semble difficile d'admettre cette clause de sauvegarde. M. Capitant écrit qu'il serait en effet trop simple de tourner l'interdiction de stipuler en francs s'il était possible d'employer des clauses de paiement en monnaies étrangères (D. P. 28 janvier 1926 ; Chronique) l'interdiction de

(1) M. JAMES. Thèse Paris, 1924. *La clause payable en or et le cours forcé.*

traiter en franc-or doit entraîner comme corollaire celle de passer des conventions en monnaies étrangères. C'est ainsi que nous comprenons M. Demogue lorsqu'il considère l'emploi de cette clause comme un véritable abus du droit ; car, sur le terrain strictement juridique, nous nous demandons si l'abus du droit ne réside pas dans la dation en paiement imposée aux contractants par le législateur. En effet si la créance a été stipulée en monnaies étrangères, le créancier se verra imposé une monnaie autre que celle qui lui est due. Le cours forcé ne peut faire changer l'objet de l'obligation et en admettant même que selon certains civilistes la dation en paiement implique une « novation par changement d'objet » (1), l'opération irait contre le principe du droit puisque la volonté d'opérer la novation doit résulter de la convention elle-même (article 1273 du Code civil).

Ce sont donc surtout des considérations d'ordre économique qui ont guidé les auteurs et la jurisprudence actuelle.

M. Nogaro, qui a tiré de l'impérativité du cours forcé toutes ses conséquences les plus strictes, distingue pour la validité de l'emploi de la clause paiement en monnaies étrangères les transactions intérieures des transactions internationales qui « de par leur valeur même doivent faire l'objet d'un paiement en dehors de nos frontières ».

La jurisprudence a nettement suivi cette distinction. Il lui était impossible, sous peine d'arrêter toute activité internationale, d'interdire aux nationaux tout tirage ou

(1) PLANIOL, t. II, p. 176, 4^e édition.

acceptation de lettre de change qui sont l'expression même de cette activité ; mais elle a tenu à préciser que ce n'est pas la personnalité des co-contractants qui est prise en considération, c'est la nature même de la convention qui est envisagée.

La Cour d'appel de Paris, par un arrêt du 16 avril 1926 a confirmé un jugement qui avait débouté un sieur de Neuville de sa demande en paiement en billets de Banque représentant au cours du franc-or des sommes qui lui restaient dues sur un prêt qu'il avait consenti à la Société Mumm et Cie à Francfort-sur-le-Mein. La Cour dans deux considérants a fixé la solution au point de vue jurisprudentiel : « Considérant que la qualité d'étranger qui appartient au créancier, même domicilié en pays étranger, n'est point suffisante à elle seule pour lui permettre de réclamer l'exécution sur le territoire français d'une convention qui déroge à l'ordre public ; que c'est la nature même de la convention internationale qu'il convient d'envisager avant même la personnalité des co-contractants ;

« Considérant qu'en raison des besoins du commerce extérieur et dans l'intérêt des rapports internationaux, les stipulations de paiement en or ou en monnaies étrangères sont pleinement valables lorsqu'elles s'appliquent à ce que l'on est convenu d'appeler les règlements extérieurs ; mais que la convention invoquée ne rentre pas dans ces catégories... »

Des considérants de cet arrêt peut être tirée l'interdiction formelle de l'emploi de cette clause en France pour des transactions intérieures.

Mais comment établir une classification dans les opérations commerciales. Les magistrats qui ont rendu l'arrêt mentionné ci-dessus n'ont donné aucune précision à ce sujet et peut-être l'ont-ils fait à dessein.

M. Nogaro entend par règlements extérieurs les transactions qui « par leur nature même doivent faire l'objet d'un paiement en dehors de nos frontières » (1).

Cette définition nous semble un peu étroite et il convient de lui donner plus de souplesse en distinguant les contrats passés entre Français et entre Français et étrangers.

Pour les Français résidant à l'étranger la loi du cours forcé ne s'applique pas. « Le cours forcé, mesure prise dans l'intérêt national, est restreint au territoire de la nation qui l'institue » (Cassation civile, 23 janvier 1924, Banque hypothécaire de Bâle. Cour d'appel d'Amiens, 7 janvier 1921, Dupuy c. Cazeaux).

Quant aux contrats passés entre Français et Etrangers la jurisprudence admet l'autonomie complète de la volonté et il nous semble que ce n'est pas seulement dans les règlements extérieurs que la clause payable en monnaies étrangères joue. Les paiements sont soumis à la loi du lieu du paiement ; mais cette règle n'est qu'indicatrice de la volonté des parties et la loi du cours forcé ne doit pas empêcher les tractations entre Français et Etrangers dans la monnaie qu'ils choisissent.

« Attendu que la règle du lieu de paiement détermine la monnaie de paiement n'est, ainsi qu'il a été maintes fois précisé, qu'indicatrice de la volonté des parties ; que

(1) *Revue Trimestrielle Droit civil*, 1923, n° 1.

la volonté contraire peut résulter des éléments de la cause pourvu que cette présomption ait un caractère de certitude » (Tribunal civil de la Seine, 3 février 1926, Hugo Kahn c. Société d'Electro Chimie d'Urgine). Cette volonté peut même résulter de circonstances de fait (Tribunal civil de la Seine, 30 décembre 1925, Brigonnet c. Crédit Foncier Franco-Canadien).

Les directives données par la jurisprudence nous poussent à croire que les locations faites par le bailleur français à des locataires étrangers en monnaies autres que le franc sont valables.

La loi du 1^{er} avril 1926 n'a pas admis au bénéfice de la prorogation, les excluant par le fait même du bénéfice de la majoration maximum, les étrangers n'ayant pas combattu ou servi dans les armées françaises, alliées ou associées. N'en sont pas exclus les sujets des pays de protectorat et de mandat et les étrangers admis à domicile.

En conséquence cette loi n'interdit pas aux bailleurs français de louer en France à certains étrangers en livre sterling ou en dollar.

Un attendu du Tribunal civil de la Seine est assez topique : « Attendu que les termes catégoriques de cette même clause démontrent également avec certitude que les parties avaient stipulé que ces versements s'effectueraient en espèces métalliques ; que la valeur d'une telle convention discutable entre Français à la date même de l'acte doit être admise entre parties de nationalité différente.... » (Tribunal civil de la Seine, 8 mars 1922, Consorts Delamarre c. Banque Foncière du Jura).

Pourtant si l'on admet la validité des baux passés entre

Français et étrangers avec un prix stipulé en monnaies étrangères, l'intérêt public n'est plus sauvegardé. Il semble inadmissible de permettre à des catégories d'individus de tourner la loi du cours forcé dont l'intangibilité d'après certains auteurs et la jurisprudence serait nécessaire à l'économie régulière du pays.

D'autre part n'est-ce pas méconnaître l'illégalité de cette clause dans le domaine intérieur. Un arrêt de la première Chambre de la Cour du 16 avril 1926 considère comme règlements intérieurs tous ceux qui se font en France. Or les baux rentrent bien dans ce domaine.

On conclue de ce qui précède que la clause « payable en monnaie étrangère » n'est pas admissible par la jurisprudence dans les contrats passés entre Français résidant en France ; qu'elle l'est au contraire dans les transactions passées en France entre Français et étrangers.

Dans le domaine international elle est admise dans les règlements internationaux qui correspondent à ceux qu'envisage M. Nogaro ainsi que dans les conventions passées entre Français dont la nature les rattacherait aux transactions internationales telles que opérations entre Français de passage à l'étranger, entre Français domiciliés en France et Français établis en pays étrangers.

Néanmoins nous basant sur les attendus du jugement du Tribunal civil de la Seine du 8 mars 1922 nous persistons à croire que la clause « payable en monnaies étrangères » insérée dans un bail passé entre Français et étrangers serait admise par la jurisprudence.

Nous avons rattaché à la clause « payable en monnaies

étrangères » l'étude de la clause « payable en coupons de rente 4 0/0 1925 ».

Nous avons pensé la traiter dans la troisième partie attendu que les coupons de rente ne sont pas une monnaie ; mais nous estimons préférable de l'étudier dès maintenant, car les arrérages de cet emprunt, variant suivant le taux de la livre sterling, cette rente présente vis-à-vis du franc les mêmes caractères qu'une monnaie étrangère stable.

D'autre part, il n'y a pas de différence entre la stipulation en livre sterling et celle en coupons de rente 4 0/0. L'article 4 du décret du 4 juillet 1925 stipule que les arrérages de rentes bénéficieront d'une garantie de change sur la base d'une valeur du franc, correspondant à un quatre-vingt-quinzième de la livre sterling. L'emprunt ainsi offert devait officiellement garantir le prêteur français contre toute nouvelle dépréciation du franc. On admettait donc l'instabilité de la monnaie légale, et une clause de garantie assurait le souscripteur de la fixité métallique de l'intérêt stipulé.

La propagande qui fut surtout active auprès de la population rurale, porteurs des bons de la Défense Nationale venant à échéance, et qui devaient être absorbés en partie par cet emprunt, fit grand bruit autour de la faculté, d'employer dans les contrats des coupons de rente de cet emprunt comme clause de sauvegarde contre la baisse du franc.

Au moment de l'émission, la doctrine officielle était fixée dans le sens de la validité de cette clause, et à une réunion des grandes associations de commerçants tenue

à la présidence du Conseil le 24 septembre 1925, M. Georges Bonnet, Sous-Secrétaire d'Etat, avait déclaré qu'il peut être valablement stipulé dans un contrat de prêt que les intérêts en seront payés en coupons de la rente 4 0/0 1925, que le capital sera remboursé en titres du même emprunt et que les clauses du même genre pourraient être stipulées dans tout autre contrat, tels que bail d'immeubles, ventes d'immeubles, vente de fonds de commerce, etc... A ce sujet, l'intervention de M. Georges Bonnet, à la deuxième semaine de la monnaie (1) est particulièrement intéressante, car elle indique les précautions dont s'était entouré le Gouvernement avant de décider la légalité des stipulations de paiement en coupons de cet emprunt.

La Chambre des Avoués de 1^{re} Instance du Tribunal civil de la Seine, avait à la suite de cette déclaration établi un modèle de clause de garantie qui pouvait être inséré dans un bail. Il était conçu dans les termes suivants : « A chaque terme de loyer stipulé au présent bail, le bailleur à son seul gré, pourra exiger le paiement, soit en espèces, soit en coupons de l'Emprunt National 4 0/0 1925 avec garantie de change, de l'échéance à venir la plus proche, décomptés pour leur valeur nominale » (Circulaire de la Chambre des Avoués, 19 novembre 1925).

Des compagnies d'assurances s'étaient servies de cette clause dans leurs contrats dont l'emploi avait tendance à se généraliser.

(1) *La stabilité monétaire* (2^e semaine de la Monnaie), p. 137. Paris, Librairie Valois.

M. Charles François, député de la Moselle, demandait au Ministre des finances si cette clause était valable. Le Ministre lui a répondu le 3 novembre 1925 que c'est aux Tribunaux seuls qu'il appartient de décider si telle ou telle clause d'un contrat est licite ou non et sous cette réserve, ajoutait-il, « il me semble qu'aucun texte n'interdise les stipulations envisagées ».

Dans un arrêt récent se trouvent des éléments qui laissent supposer la solution qu'adopteraient les Tribunaux appelés à trancher la question de validité d'une telle clause. La Cour d'appel de Paris, dans une demande, à la requête d'une femme mariée, d'autorisation d'emprunter une somme de 400.000 francs à 8 0/0, les intérêts payables en coupons de l'emprunt 4 0/0 garantis de change, a cru devoir appeler l'attention des contractants sur les risques de l'emploi de cette clause : « Considérant que les réserves les plus expresses doivent être faites sur la validité en soi d'un emprunt convenu en France entre Français avec une stipulation d'intérêts qui, faisant état des variations du change, porte atteinte au caractère de monnaie légale que des lois d'ordre public ont exclusivement attribué au franc... » (Cour d'appel de Paris, 24 décembre 1925, Dame P... c. P..., D. P. 18 février 1926).

On a le droit de s'étonner d'une telle divergence de vues entre la doctrine officielle, telle qu'elle s'étalait au moment du lancement de l'emprunt et la jurisprudence telle qu'elle semble vouloir se fixer. M. Capitant écrit que le législateur a tous les pouvoirs. Le gouvernement aurait peut-être plus sagement agi en ne faisant pas miroiter

devant le public des facilités qu'il était impossible d'accorder dans l'état d'esprit actuel de la jurisprudence.

Toutes les clauses que nous venons de passer en revue se tiennent. De la validité des unes dépend la validité des autres. Le problème, qui paraît complexe, est assez simple en réalité car les raisons économiques qui poussent à interdire l'usage de la clause « payable en or » sont aussi bien valables pour les autres clauses.

Des déclarations officielles faites lors de l'émission du nouvel emprunt, aurait-on pu en déduire qu'on était à la veille d'un revirement. Il n'en a rien été car, d'après M. Capitant, « de ce que le législateur a reconnu que la valeur libératoire du billet de banque n'équivalait plus à celle de l'or, cela ne prouve rien » (1).

III. — Clause payable en marchandises.

La doctrine semble d'accord pour admettre la validité des clauses de paiement en marchandises. Les quelques auteurs qui font des réserves à ce sujet doutent de son efficacité au point de vue industriel et commercial; d'autre part, ils prétendent qu'on arrive ainsi à substituer à la monnaie légale un autre étalon. Au lieu de comparer le franc au dollar ou à la livre sterling, on le comparerait à un sac de blé.

Cet argument n'a qu'une faible valeur. Ce qui caracté-

(1) *D. P.*, 28 janvier 1926. M. CAPITANT, *Les succédanés de la clause « payable en or »*.

rise précisément la monnaie c'est sa facilité de circulation ; on ne peut craindre la substitution de sacs de blé à une monnaie même dévalorisée et, si jamais nous revenions au troc, l'économie complexe du pays exigerait la création d'une nouvelle monnaie étalon.

M. Nogaro admet lui-même l'usage de cette clause, « quoiqu'elle implique une certaine défiance — justifiée par le présent état des choses — à l'égard du régime monétaire, et elle ne paraît pas, nullement tomber sous le coup de notre législation » (1).

MM. Demogue (2) et Capitant (3) reconnaissent aussi la validité de cette clause.

Pourtant nous trouvons un arrêt de la Cour de Rouen qui décide que la clause d'un bail à ferme imposant au preneur l'obligation au cas de cours forcé de payer des fermages en blé et en avoine est illicite comme destinée à faire échec à une loi d'ordre public. « Le but manifeste de cette clause est de permettre au bailleur d'échapper, le cas échéant, aux obligations légales résultant pour tout créancier de l'institution du cours forcé d'une monnaie fiduciaire destinée à faire échec à une loi d'ordre public, elle est par là-même illicite » (4).

M. Capitant a commenté cette décision.

(1) M. NOGARO, *Revue trimestrielle de Droit civil*, 1925, n° 1, p. 27.

(2) M. DEMOGUE. Le cours forcé du Billet de Banque et ses effets. *Journal des Notaires*, mars 1921, p. 107.

(3) M. CAPITANT, *D. P.*, 28 janvier 1926. *Les succédanés de la clause payable en or*, p. 4.

(4) DALLOZ mensuel, 1^{er} cahier 1926, 2^e partie, p. 57.

« C'est oublier en effet qu'une loi prohibitive doit toujours être appliquée restrictivement, parce qu'elle fait échec au principe de la liberté des conventions » (1).

Pour l'auteur précité la loi du 5 août 1914 ne peut, s'appliquer aux stipulations de paiement en marchandises parce que les marchandises ne sont pas une monnaie et que le cours des marchandises n'est pas uniquement fixé par la valeur réelle du billet de banque; il en dépend dans une large mesure mais il dépend aussi d'autres circonstances.

Il n'est pas interdit au créancier de se prémunir contre la dépréciation du franc-papier, s'il utilise à cet effet un procédé que la loi de 1914 n'a pas prohibé et qui, par conséquent, reste licite en vertu d'un principe que tout ce qui n'est pas formellement prohibé demeure permis.

La clause « payable en marchandises » s'entend par la livraison de la denrée en elle-même mais ainsi comprise elle n'est pas bien pratique. En effet, ce n'est pas la fourniture de la quantité déterminée d'un produit donné que cherche le créancier; il désire la contre-valeur en francs de cette marchandise. La clause « payable en marchandises » devient la clause « payable valeur en marchandises » et c'est cette dernière dont l'emploi devient courant. On la rencontre fréquemment dans les baux à ferme où il est d'usage de parler de la valeur locative d'une ferme en tant de quintaux de blé à l'hectare.

La clause « valeur en marchandises » ne complique en

(1) M. CAPITANT, *D. hebdomadaire*, 28 janvier 1926. *Les succédanés de la clause payable en or*, p. 4.

rien le mode actuel de vente ou de louage puisque les paiements seront effectués en francs. Les denrées deviendront simplement monnaie de compte et le règlement se fera en monnaie légale.

La Jurisprudence la plus récente paraît s'affirmer dans le sens de la variabilité du fermage, suivant le cours des denrées, et spécialement du blé (Amiens, 18 mai 1927, Rouen, 24 novembre 1927, Amiens, 20 décembre 1927, Tribunal de la Sarthe, 17 janvier 1928).

Il est intéressant de rapporter ici les conditions d'ordre général qui ont fait qu'un arrêt du 6 mars 1928 de la Cour de Douai a confirmé un jugement du Tribunal du Nord, section de Dunkerque, du 27 juillet 1925 (répertoire général pratique du notariat et de l'enregistrement, article 21.678, n° 9, année 1928) :

« Attendu, a dit la Cour de Douai, que le cours du blé ne peut être envisagé comme jouant le rôle d'une monnaie étrangère ou d'une valeur or ; que le blé étant une marchandise dépendant aussi bien de la valeur du change que d'autres circonstances, telle que le plus ou moins d'abondance de la récolte.

« Attendu qu'il importe peu que le fermage soit établi d'après le prix du blé, pour une pâture qui ne doit pas en produire ; que les prestations en denrées sont permises et que les prestations d'après la valeur de ces denrées en monnaie légale n'ont rien d'illicite ; que le blé dans la région des Flandres constitue l'objet principal des exploitations ; qu'ainsi que l'a déclaré le Tribunal, le fermier aura presque toujours d'autres terres en nature de blé, comme c'est d'ailleurs le cas pour Meesemacker, que le

blé est un produit dont le cours est en relation à peu près constante avec les autres produits de la terre, et peut être choisi comme étalon pour calculer le prix d'une location ».

M. Demogue, dans le compte rendu d'un jugement du Tribunal de commerce d'Alger, du 23 juillet 1926 (1) admet la clause de variabilité parce que le prix est fixé suivant une échelle mobile dont les variations dépendent non seulement du change, mais de l'état des récoltes et de divers facteurs.

La *Revue du Notariat* préconise le paiement en nature comme mode de libération normal des fermages.

Voici la formule adoptée par les Notaires dans un grand nombre de baux :

« En outre, le présent bail est consenti et accepté moyennant la livraison annuelle par M. A.... (fermier) à M. B.... (propriétaire) de 150 (ou telle autre quantité) quintaux de blé de la meilleure qualité de la récolte.

« Cette livraison aura lieu par tiers le jour de Noël, Pâques et Saint-Jean de chaque année, pour la première livraison avoir lieu...

« Ces livraisons sont faites par les soins du preneur à ses frais et avec ses chevaux et voiture, soit à la gare de... soit encore aux magasins des marchands de la localité.

« Toutefois, il est expressément convenu entre les parties, qu'en prévenant un mois d'avance par lettre recommandée dont il devra lui être accusé réception, M. A...

(1) M. DEMOGUE, Bail dont le loyer est fixé suivant une échelle mobile. *Revue trim.*, 1922, p. 465.

aura la faculté de convertir cette quantité de blé en espèces à tous termes de livraison comme bon lui semblera, en prenant pour base le cours moyen du marché aux grains de la ville la plus importante de la région précédant l'échéance de la livraison dont s'agira et que dans ce cas le paiement aura lieu en bonnes espèces ayant cours, soit en la demeure du bailleur, soit en tel lieu qu'il désignera.

« En cas de taxe officielle du blé, il sera fait état du prix de la taxe » (1).

L'emploi de la clause de conversion a été discutée. Dans la formule rapportée ci-dessus, le preneur peut user de la faculté de convertir. Les Notaires ont fait de cette faculté une obligation; le preneur se charge pour le bailleur, de la vente de la marchandise à un prix équivalent des marchés de la région.

Il y a un contrat de mandat, le preneur étant mandataire du bailleur. De ce fait, toute discussion sur la validité des clauses de transformations en espèces à la demande du bailleur s'éteignent.

On emploie habituellement dans le bail « paiement marchandises » la formule suivante :

« Pour éviter toute discussion sur la qualité ou la valeur des livraisons faites, le preneur se charge de la vente du blé à un prix équivalent au cours de la Bourse de... »

La stipulation obligeant le fermier d'acquérir la quantité de blé nécessaire à sa libération et de le vendre pour compte du bailleur, nous semble prudente au cas où les

(1) *Revue du Notariat*, 15 mars 1923

biens loués n'en produiraient pas. Le choix de la conversion peut être aussi laissé au bailleur. L'objection pourrait être faite que la stipulation de paiement en nature est destinée pratiquement à ne pas être exécutée et qu'elle a simplement pour but de faire varier le montant du fermage avec le pouvoir d'achat de la monnaie. Cette objection n'est pas fondée, s'il n'y a pas de comparaison à établir entre une somme fixée au moment du contrat, et la somme à verser à chaque terme (1). Le législateur a d'ailleurs autorisé les compensations facultatives et a admis l'équivalence entre une somme d'argent et des grains ou denrées évalués d'après les mercuriales (Code civil, art. 1291).

Le blé peut être remplacé par tout autre produit. En Normandie le produit étalon est le lait ou le beurre. Dans le Midi de la France, le vin ou l'huile peuvent être choisis. Mais ces denrées sont soumises à des fluctuations de cours qui ne permettent pas de les conseiller comme étalon. Les baux même dans les Départements vinicoles peuvent être passés en quintaux de blé, mais la stipulation de conversion en monnaie de la prestation en nature est alors indispensable.

On peut cependant reprocher à la clause de paiement en nature de ne pas toujours représenter une prestation équitable. La fluctuation du marché agissant assez violemment sur le cours des marchandises, le marché de la marchandise étalon ne va-t-il pas être influencé par la

(1) *Répertoire Général Pratique du Notariat et de l'Enregistrement*, art. 20, 806, p. 99.

généralisation de l'emploi de ce paiement en nature. Les marchandises livrées vont être retirées de la circulation normale, faussant ainsi la loi de l'offre et de la demande. D'autres désavantages pourraient encore survenir, notamment en cas de mauvaise récolte. L'équilibre des prestations serait rompu en rendant le loyer disproportionné.

M. Demogue (1) conseille pour obtenir une détermination plus précise du prix, de stipuler qu'on se basera sur le cours coté par les mercuriales de tel marché, en prenant la moyenne des prix de deux ou plusieurs marchés à certaines époques. On corrigera ainsi les fluctuations brusques qui peuvent survenir et on arrivera à obtenir des prix beaucoup moins variables.

IV. — L'indice vie.

Elle est pour nous la clause la plus simple et la plus efficace ; la plus simple en ce sens qu'elle s'adapte facilement à presque toutes les conventions et la plus efficace en ce sens qu'elle garantit le contractant contre la hausse du cours de la vie.

Pendant quelque temps la clause « indice-vie » a paru valable au particulier, pour les mêmes raisons que la clause « payable en marchandises ».

Des objections peuvent être faites au point de vue économique sur la manière de l'établir et notamment sur le nombre des éléments le composant.

(1) *Journal des Notaires*, 1923. De quelques clauses tendant à se prémunir contre les variations de la valeur du franc.

En Angleterre les Tables de *l'Economist*, remontant au delà de 1850, ne reposent que sur 22 prix de gros. Sauerbeck, statisticien anglais, enregistrait 45 prix pour construire ses *Index-Numbers*. Aux Etats-Unis, les Index comprennent plusieurs centaines de prix et font une distinction entre les prix de gros et les prix de détail. En France le bureau de statistique générale consigne dans *l'Annuaire statistique de la France*, les variations de 43 prix (1).

L'établissement de l'*index-number* peut se faire de diverses manières. On peut énoncer tous les articles sur pied d'égalité ou leur attribuer des coefficients suivant leur importance.

D'autre part, il y a deux *index-number* : celui des prix de gros et celui des prix de détail. Pour les prix de gros, les grandes ventes aux enchères, les cours des bourses du commerce fournissent des données très justes. Le relevé est facile ; seule la méthode d'élaboration du nombre indice peut donner lieu à discussion.

Pour les prix de détail la question est plus complexe. Au fur et à mesure que les marchandises s'éloignent du producteur et se rapprochent du consommateur, à chaque transfert soit entre intermédiaires du même degré, soit entre intermédiaires de degrés différents, les fluctuations s'atténuent dans le temps et s'accroissent dans l'espace, c'est-à-dire que plus près du consommateur la hausse ou la baisse ont moins d'ampleur qu'à l'origine ; les stocks,

(1) M. NOGARO, *Traité Élémentaire d'Economie Politique*, 1^{er} fascicule. Note, p. 126.

les marchés à livrer exercent une influence modératrice. En revanche l'usage, la mode, le besoin local exercent une influence qui fait différer d'une localité à l'autre le prix d'une marchandise à mesure qu'elle se disperse sur le territoire. En définitive, ce que nous recherchons c'est ce que paie le consommateur. Seul un chiffre basé sur le prix de détail permet un jugement sûr.

Il est compréhensible que le bureau général en France ne peut prendre en considération dans ses statistiques les coutumes et marchés locaux quand l'expérience quotidienne nous apprend que le même article se vend à des prix différents dans les divers quartiers d'une même ville. Le prix peut même varier suivant la position sociale du client. Bien entendu ce sont des éléments qui ne peuvent entrer dans les données qui permettent de calculer les nombres index. Mais n'y aurait-il pas intérêt à resserrer de plus près le calcul.

En France le bureau de statistique pourrait donner des directives générales aux préfets qui, en concours avec les Chambres de Commerce, détermineraient et publieraient périodiquement les chiffres indices.

En Suisse le docteur Lorenz est arrivé à déterminer exactement depuis 1912 les nombres indices d'une manière relativement simple (1). L'Union suisse des sociétés de consommation envoie tous les trois mois aux sociétés adhérentes un questionnaire leur demandant les prix de détail

(1) M. PRONIER, Le nombre indice du coût de la vie et l'enquête de l'union suisse des sociétés de consommation. *Revue d'Economie politique*, 1920, p. 321.

à une date fixe de 36 articles alimentaires et ménagers les plus usuels, chiffre réduit par la suite à 42, dont 38 sont utilisés par le Docteur Lorenz.

Les avantages de ce système sont que les sociétés n'indiquent pas autre chose que le prix réel qu'elles appliquent ; d'autre part, les méthodes de vente des coopératives de consommation ne permettent pas de vendre à des prix différents à différents clients ; enfin les sociétés répondant aux questionnaires englobent le quart environ des ménages dénombrés en Suisse.

Le procédé employé en Suisse pour établir l'index-vie consiste à prendre pour base la consommation d'une famille de quatre personnes évaluée au point de vue alimentaire. N'est pas compris dans cette consommation le loyer et les vêtements. Ce n'est pas donc tout à fait l'index-vie puisqu'il y manque des éléments qui tiennent un grand rôle dans l'économie individuelle.

Mais malgré ces imperfections, le mode de calcul nous semble excellent.

En France, nous ne possédons pas d'organisme aussi puissant qui pourrait s'occuper d'un pareil travail. Les Chambres de commerce nous semblent désignées pour l'établissement des indices, mais des intérêts privés peuvent venir troubler la sécurité que donnent les Coopératives de consommation en Suisse. La meilleure méthode serait de faire participer à ce travail les organismes officiels, les Chambres de commerce, les Syndicats ouvriers et les Coopératives de consommation.

Aussi imparfait soit-il, l'indice-vie constitue une clause de sauvegarde contre les variations de la monnaie. La

semaine de la Propriété commerciale a tenté d'ouvrir la voie en adoptant dans les cas de baux à loyers, les résolutions suivantes :

1° tout locataire occupant depuis deux ans au moins un local commercial ou industriel, pourra dans le délai de 2 ou 3 ans avant l'expiration de son bail ou de sa prorogation, ou par mesure transitoire dans les trois mois de la promulgation de la loi à intervenir, demander le renouvellement de son bail ;

2° le prix du loyer sera revisible tous les ans, lorsque les conditions économiques entraîneront une différence en plus ou en moins de 10 0/0 du minimum du loyer convenu. Les baux actuellement en cours seront revisibles dans les mêmes conditions ; toutefois, pour les baux antérieurs au 1^{er} janvier 1920, la première révision doit être demandée dans les six mois de la promulgation de la loi.

La mise en application de la seconde résolution présenterait quelques difficultés parce qu'elle n'indique pas comment on apprécierait les variations des conditions économiques. Mais il nous semble que l'unique moyen serait de prendre pour base l'augmentation moyenne des indices du prix des principales denrées publiés par l'Office du travail. Le bailleur stipulerait que le loyer serait révisible lorsque la moyenne des derniers chiffres publiés par l'Office du travail avant le 15 janvier de chaque année serait supérieure ou inférieure à la moyenne de ceux qui auront été publiés lors de la conclusion du bail.

La formule suivante a paru à certains moments satisfaisante : mais elle est aujourd'hui très discutée, comme on le verra ci-après :

« Le présent bail est fait moyennant un loyer annuel
« de net de tous frais et charges que M. A.....
« s'oblige à payer à M. B..... en sa demeure, en bonnes
« espèces de monnaie ayant cours en quatre paiements
« égaux, aux échéances des 1^{er} janvier, avril, juillet et
« octobre, le premier terme devant être payé le et
« les paiements ainsi convenus de terme en terme jusqu'à
« la fin du présent bail.

« Ce loyer est fixé en fonction du prix de la vie, résultant de la moyenne des indices d'augmentation des dépenses publiés par l' « Office du travail » dans son bulletin du

« Il est susceptible de variation en plus ou en moins, chaque année, lorsque les indices des prix publiés dans le dernier bulletin de l'Office du travail de l'année précédente seront supérieurs ou inférieurs de plus de 10 0/0 du chiffre pris pour base dans le présent bail ; les variations seront proportionnelles à celles du prix de la vie déterminé chaque année au plus tard le 15 janvier » (1).

Les parties ne manqueront pas de stipuler nettement qu'ils choisissent comme indices les prix de détail, puisque ce sont ceux-ci seulement qui sont ressentis par le consommateur. Elles ont toujours la ressource de s'entendre pour ne considérer qu'un certain nombre d'objets usuels à la vie courante pris dans des proportions correspondantes à l'emploi journalier de consommation dans un ménage, d'en déterminer le prix et la moyenne

(1) MM. AUGER et SAINOT, *Revue du Notariat*, 15 mars 1925.

au moment du contrat et de procéder aux mêmes opérations lors de la révision du bail.

Avant la guerre, les propriétaires se paraient contre la dévalorisation lente de la monnaie provenant de l'augmentation du stock monétaire en scindant les baux en plusieurs périodes et en stipulant un loyer progressif à l'échéance de chaque période. De cette manière, il était fait une appréciation forfaitaire de la diminution continue du pouvoir d'achat de la monnaie, de l'augmentation de charges grevant la propriété, de l'accroissement présumé de la population et du développement espéré des affaires du locataire.

La doctrine admet la légalité de la clause indice-vie, et M. Nogaro dit à ce sujet : « Une telle clause ne contient en soi rien d'illicite, et ce que nous savons aujourd'hui des variations du pouvoir d'achat de la monnaie, même dans les pays à étalon d'or, est de nature à en justifier l'emploi dans les contrats à long terme où son adoption n'indique pas nécessairement une idée de défiance à l'égard de la monnaie légale » (1).

Peu de décisions ont été rendues sur la clause indice-vie. Nous en avons relevé une du Tribunal de commerce de la Seine du 2 mars 1927 (Gazette Palais, 1^{er} mai 1927).

Il s'agissait d'un bail d'une installation téléphonique. La location avait été fixée moyennant un loyer annuel de 2.110 francs ; toute augmentation de l'indice général des prix de gros égale ou supérieure à 5 0/0 entraînait de plein droit et dans la même proportion une augmentation du prix du loyer.

(1) M. NOGARO, *Revue Trimestrielle Droit Civil*, 1925, n° 4, p. 28.

Il faut observer que cette clause ne jouait que dans un seul sens ; elle était stipulée seulement en faveur du bailleur.

Une telle clause, a déclaré le Tribunal, révèle l'attention du bailleur d'échapper aux conséquences de la dépréciation du billet de banque ; elle en méconnaît la valeur libératoire qui est identique à celle de la monnaie métallique. Le Tribunal a annulé cette clause comme dérogeant aux lois d'ordre public.

Mais si la jurisprudence s'affermissait dans ce sens, il ne faut pas conclure que lors de la formation d'un marché à livrer, on ne puisse faire application des *Index-Mumbers* pour la détermination du prix. D'ailleurs, la décision citée ci-dessus en réserve le cas : « Pour fixer le prix des fournitures au jour de la livraison, les parties peuvent valablement convenir que le prix indiqué par le contrat sera soumis, à l'époque de la livraison, à des augmentations ou à des diminutions proportionnées aux variations de l'indice général des prix de gros ».

Quelques décisions ont été toutefois rendues dans un sens favorable à la clause Indice-Vie : Aix, 10 février 1927, *Gazette Palais*, 1927. 1. 476 ; Auxerre, 2 février 1927, *Gazette Palais*, 1927. 1. 710.

V. — Contrat de prêt.

C'est dans le prêt à long terme que l'instabilité monétaire a soulevé les plus grosses difficultés au point même de tarir les prêts sur les hypothèques.

Le capitaliste n'est certes pas tenté en cas d'instabilité

monétaire de prêter de l'argent alors que les clauses de sauvegarde ne sont pas autorisées.

Pourtant l'esprit inventif des individus n'a pas tardé à trouver pour le contrat de prêt à long terme des formules ingénieuses.

Au lieu de prêter directement, le prêteur peut acheter des valeurs à change qu'il remettrait directement à l'emprunteur, qui s'engagerait à en restituer de semblables au bout d'un certain temps pendant lequel il servirait un intérêt. Le prêt serait garanti par une hypothèque. L'emprunteur pourra vendre immédiatement les titres livrés, en indiquant dans le contrat qu'il s'agit d'un prêt de consommation.

Il serait préférable que la remise des titres soit faite par l'intermédiaire d'une banque ou d'un notaire de façon à posséder la preuve qu'il y a eu prêt effectif de titres et qu'on ne se trouve pas en face d'un contrat avec garantie de change, garantie qui n'est pas admise par la jurisprudence.

On ne manquera pas de nous objecter les textes des articles 1892 et 1894 du Code civil. En effet l'article 1892 stipule que le prêt de consommation est un contrat par lequel l'une des parties livre à l'autre une certaine quantité de choses qui se consomment par l'usage à la charge par cette dernière de lui en rendre autant de même espèce et quantité.

Les valeurs mobilières sont-elles des choses qui se consomment par l'usage? Ne serait-ce pas un prêt à usage portant interdiction d'aliéner les titres, ce qui détruirait toute l'économie de notre système?

L'article 1894 du Code civil semblerait nous interdire une semblable stipulation. « On ne peut donner à titre de consommation des choses qui quoique de même espèce diffèrent dans l'individu comme les animaux ; alors c'est un prêt à usage ».

La doctrine a donné un sens plus large à ces textes et MM. Aubry et Rau admettent qu'une chose susceptible de consommation par le premier usage ne peut faire l'objet d'un prêt de consommation que si elle est prêtée pour être consommée (1). C'est précisément le cas que nous étudions. Les parties sont d'accord pour dire que les titres seront prêtés pour être vendus, telles que des choses consommables par le premier usage.

La doctrine admet encore qu'il y a prêt de consommation lorsqu'un marchand prête à un autre marchand un certain nombre d'animaux pour les vendre, à la charge d'en rendre autant (Troplong, n° 177, Pont, t. I, n° 149, Wahl, n° 725).

Guillouard écrit que « c'est la volonté des parties et non la nature propre des objets prêtés qu'il faut considérer pour savoir si ces objets peuvent être donnés à titre de prêt de consommation et ils pourront être donnés à ce titre, si d'après la volonté des contractants, ils doivent appartenir à l'emprunteur qui sera tenu d'en rendre de pareille quantité et qualité à l'expiration du prêt » (2).

Demolombe dit également que « le prêt de consommation peut porter sur des choses qui ne se consomment pas

(1) AUBRY et RAU, édition 1907, t. IV, par. 394, texte et note 2.

(2) GUILLOUARD, *Traité du prêt, du dépôt, du séquestre*, n° 80.

par l'usage si, d'après la volonté des parties il a été convenu que les objets prêtés deviendront la propriété de l'emprunteur qui en rendra de même espèce et qualité à l'expiration du contrat » (1).

Dans notre hypothèse les parties ayant stipulé expressément au contrat qu'il s'agissait d'un prêt de consommation, l'emprunteur peut valablement aliéner les titres qui lui ont été remis.

Au surplus, si on ne voulait pas reconnaître la validité d'une telle convention, il serait facile de la déguiser sous une autre forme. L'emprunteur vendrait des titres au prêteur, livrables seulement au jour de l'échéance du prêt simulé. L'emprunteur serait mis en possession des fonds immédiatement et stipulerait qu'il rendrait un certain nombre de valeurs à une date déterminée.

Est-il possible de garantir par une hypothèque un prêt de consommation? Rien ne s'y oppose. L'emprunteur peut toujours consentir une hypothèque sur des immeubles à la garantie de la restitution d'un certain nombre de valeurs désignées. Il s'agira d'évaluer dans le bordereau d'inscription le montant de la créance. Le prêteur aura intérêt à l'évaluer à un chiffre assez élevé pour avoir toute sécurité et à faire préciser « dans l'acte le maximum de cette évaluation afin d'éviter que le débiteur la fasse réduire judiciairement » (2).

Si la marge est limitée, suivant le désir du débiteur, à

(1) DEMOLOMBE, I, 41, n° 66.

(2) M. André BAYART, Les prêts hypothécaires et l'instabilité monétaire. *Journal des Notaires*, 20 juillet 1925.

un chiffre relativement modéré il sera bon de stipuler que ce maximum sera révisable dans une proportion qu'on fixera, si le cours moyen des titres a augmenté de 15 0/0 par exemple, dans les trois derniers mois de l'année, avec faculté pour le créancier de demander dans cette hypothèse le remboursement au cas où, dans l'intervalle, d'autres inscriptions auraient été prises ou en cas d'ouverture d'hypothèque légale.

N'y aurait-il pas un autre moyen de prendre une inscription hypothécaire plus souple, c'est-à-dire qui puisse couvrir une hausse non prévue des titres qui ont servi de base à l'opération.

Cela nous paraît impossible car l'article 2132 est formel : « le créancier ne pourra requérir l'inscription que jusqu'à concurrence d'une valeur estimative par lui déclarée expressément ».

Au cas où la légalité de ces conventions pourrait être contestée, M. Bayart dit que les parties auraient la ressource de faire un prêt à usage. « La seule différence serait que le débiteur aurait à payer 2 0/0 ou 3 0/0 d'intérêts de plus (intérêts payés au banquier, plus complément d'intérêts au prêteur des titres qui ne consentirait pas à l'opération s'il n'était pas tenté par un revenu supérieur aux dividendes de ses actions) » (1).

(1) BAYART, Article cité.

CONCLUSIONS

Le projet de loi de stabilisation légale va être déposé incessamment sur le bureau des Chambres. Son vote aura pour but d'assurer à notre monnaie la certitude de la fixité. L'unité de mesure de la valeur d'échange deviendrait à nouveau invariable, et donnerait aux contractants la sécurité qui leur avait manqué depuis la dénonciation de la convention des Changes.

Il apparaît que les contractants délaisseront l'emploi des clauses que nous venons d'étudier. Nous nous demandons tout d'abord si dix années de déséquilibre monétaire n'ont pas habitué les particuliers à une méfiance telle qu'ils seront amenés à garder les habitudes prises en vue de se prémunir contre l'instabilité du franc, malgré l'assurance donnée par le législateur, de la fixité de son cours.

Beaucoup pensent que la stabilisation aura pour conséquence immédiate un relèvement des prix intérieurs jusqu'à leur parité mondiale. Ne continueront-ils pas à chercher à se prémunir contre la hausse des prix ?

Il est un fait certain, c'est que l'accroissement des stocks de métaux précieux a amené leur dévaluation. Déjà avant la guerre certains contrats à long terme prévoyaient une

augmentation des prix par périodes triennales. La production de l'or s'est encore intensifiée, et sa répercussion sur la hausse des matières semble devoir donner aux clauses de protection individuelle, un intérêt qui ne peut que s'accroître.

En effet, à la lecture des Indices-or généraux, du début de l'année 1927, on remarque que les prix de gros ont augmenté dans un pays de monnaie saine, comme les Etats-Unis, de 47 0/0 sur les prix de 1913 et de 42,60 0/0 pour la Grande-Bretagne. Si ce mouvement continue, on peut en déduire que dans une période de trente années les prix auront doublé.

L'emploi des clauses de sauvegarde dans les contrats à long terme, tels que dans les marchés à livrer, les contrats de prêts, les baux à fermes, nous paraît garder son utilité.

Vu : *Le Président de la thèse,*
GERMAIN MARTIN.

Vu : *Le Doyen,*
H. BERTHÉLEMY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Le Recteur de l'Académie de Paris.
CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages.

AFTALION. — *Crises périodiques de surproduction*, t. II.

AUBRY et RAU. — *Traité de droit civil*, éd. 1907, t. IV.

BAYART (André). — Les prêts hypothécaires et l'instabilité monétaire.
Journal des Notaires, 20 juillet 1923.

BILLAUDOT. — La politique monétaire de l'Allemagne depuis la fin de la guerre. *Thèse Paris*, 1926.

BONNET (G.) et AUBOUIN (Roger). — *Les Finances de la France*. Paris, 1921.

COLIN et CAPITANT. — *Droit civil*, t. II.

DECAMPS (Jules). — *Les changes étrangers*. Paris, Alcan, 1922.

DEMOLOMBE. — *Traité de Droit civil*, t. I.

DEMOGUE. — *Journal des Notaires*, 1921 et 1923.

DESJONQUIÈRES. — L'évolution de la jurisprudence du Conseil d'Etat au sujet de la théorie de l'imprévision dans les marchés de fourniture. *Thèse Paris*, 1926.

GUILLOUARD. — *Traité du prêt, du dépôt, du séquestre*.

HAVY. — Le contrat de prêt et la baisse du franc. *Thèse Paris*, 1924.

HUG. — *Commentaires de Droit civil*, t. VIII.

JAMES. — La clause payable en or et le cours forcé. *Thèse Paris*, 1924.

MATER (André). — *Revue de Droit Bancaire*.

NIBOYET. — *Revue Darras de Droit International Privé*, 1923, n° 2.

NOGARO. — *La monnaie et les phénomènes monétaires contemporains*. Paris, 1924.

NOGARO. — *Revue Trimestrielle de Droit civil*, 1923, n° 1.

PLANIOL. — *Traité de Droit civil*, t. II, 6^e éd.

- PRONIER. — Le nombre indice du coût de la vie et l'enquête de l'union suisse des sociétés de consommation, *Revue d'Economie politique*.
 SKAFF. — La signification monétaire. Ses effets en droit privé. *Thèse Paris*, 1925.
 MORIES (Valéry de). — Misères et splendeurs des finances allemandes. *Les cahiers Rhénans*, 5, Paris, 1925.
 La stabilité monétaire (*Deuxième semaine de la Monnaie*), 1927.

Notes, Articles, Revues.

- HAURIOU. — Sirey, 1916. 3. 17.
 JÈZE. — *Progrès Civique*, 12 août 1925.
 KELLERSON. — *Information*, 1925.
 LABBÉ. — Sirey, 1873. 1. 97.
 MARIN. — Doc. parl. 1925. 1. Chambre députés, n° 506.
 MESTRE. — Sirey, 1873. 1. 97.
 WAHL. — Sirey, 1916. 1. 18.
Gazette Tribunaux, 19 septembre 1915.
 — 27 novembre 1919.
Gazette du Palais, 2 décembre 1923.
 — 19 octobre 1925.
 — 1924. 1. 369.
 — 1923. 1. 167.
 — 1923. 2. 314.
 — 1924. 1. 364.
 — 25 avril 1923.
Journal officiel, 10 juin 1925.
 — 26 juin 1925.
 — 28 juin 1925.
 — Débats parlementaires, 1925.
 — — 1926.
 — 28 mars 1926.
Revue du Notariat, 15 mars 1925.
Revue Pratique du Notariat et de l'Enregistrement, années 1926, 1927, 1928.

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

	Pages
La loi du cours forcé est-elle une loi d'ordre public? . . .	5
Qu'appelle-t-on loi d'ordre public?	5
Intérêt de la question	6

1. — Discussion doctrinale.

Base de notre droit monétaire	7
Art. 1895 du Code civil	7
Art. 143 du Code de commerce	12

2. — Discussion économique.

L'agio et les clauses de garantie.	18
a) des conséquences de l'agio au point de vue hausse des prix.	19
Etablissements des prix :	
Opinion de M. Nogaro	22
Opinion de M. Aftalion	23
Décalage entre le cours intérieur du franc et son cours extérieur.	24
Des raisons de ce décalage.	25
Discussion de l'opinion de M. Nogaro	28
Des véritables causes de la hausse des prix!	29
b) Demande factice des devises étrangères.	32
c) Objection contre les clauses payables en or en ce sens qu'elle né donnerait pas l'étalon monétaire absolument stable .	37

DEUXIÈME PARTIE

LÉGISLATION PROTÉGÉANT L'INDIVIDU CONTRE LA DÉVALORISATION DU FRANC

Théorie de la force majeure	41
Théorie de l'imprévision : Son influence sur la théorie civile de la force majeure.	42
a) Domaine administratif : Arrêt du gaz de Bordeaux	43
b) Domaine commercial : Loi Falliot	45
c) Domaine civil : Loi du 6 juillet 1925	46
d) Domaine financier : Emprunt 4 0/0 1925 garantie de change.	51

TROISIÈME PARTIE

I. — La clause « payable en or »	55
Sa signification	55
Du franc-or. — Comment le calculer actuellement ?	58
Convention postale de Madrid	58
De son illégalité	59
Jurisprudence sur cette clause	59
II. — Clause « paiement en monnaies étrangères »	68
Est-elle licite ?	68
Opinion de la doctrine	68
De la distinction établie pour cette clause entre les paiements internes et les paiements internationaux	69
Jurisprudence	70
Clause paiement 4 0/0 garantie de change	74
III. — Clause « payable en marchandises »	77
Opinion des auteurs	78
Jurisprudence	80
Formule des baux basés sur cette clause	81
IV. — Clauses Indice-vie.	84
De l'établissement de l'index-number dans les divers pays	85
Etude de l'index-number en Suisse	86
De l'emploi de cette clause	88
V. — Clauses spéciales relatives au contrat de prêt	91

IMPRIMERIE BARNÉOUD. — LAVAL (FRANCE).
